



IRC

International Water and Sanitation Centre

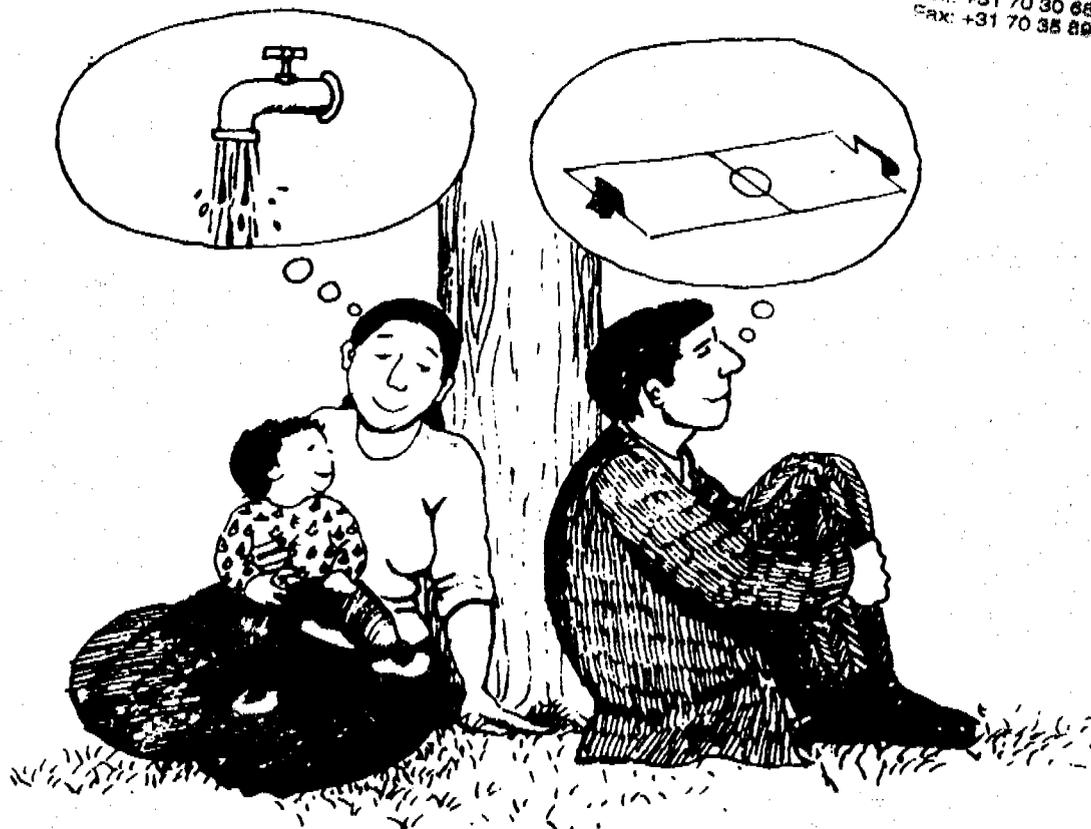
9/60, Avenue de la Woluwe

202.1 96PO

La politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau

Un guide méthodologique et technique

Library
IRC International Water
and Sanitation Centre
Tel.: +31 70 30 889 80
Fax: +31 70 35 899 84



23-F

Série de documents occasionnels

202.1-96 PO-
14806

IRC CENTRE INTERNATIONAL DE L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

L'IRC est une organisation indépendante à but non-lucratif, qui reçoit le soutien et travaille avec le gouvernement des Pays Bas, le PNUD, l'UNICEF, la Banque Mondiale et l'OMS. Auprès de celle-ci, l'IRC et aussi le Centre Collaborant pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement.

Le Centre a comme but d'aboutir à un changement des programmes de l'eau et de l'hygiène du milieu vers une orientation plus communautaire. Il cherche à assurer la réalisation de cet objectif au travers de la production, de la diffusion et de l'application de l'information portant sur les questions prioritaires et, de plus en plus, au travers du développement des capacités des services de soutien et de gestion de l'information au niveau des pays mêmes, en collaboration avec les centres de ressources et les partenaires locaux, cette collaboration se faisant grâce à un processus d'apprentissage continu.

Toutes ces activités s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat les organisations gouvernementales et non-gouvernementales des pays en voie de développement, agences des Nations-Unies, les bailleurs des fonds bilatéraux et les banques de développement.

Les activités des programmes mettent l'accent sur une approche communautaire pour les systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des communautés rurales ou péri-urbaines aussi que sur la gestion des ressources en eau. Ces programmes incluent la gestion communautaire, la promotion de l'hygiène, l'équilibre entre le rôle des hommes et des femmes, le suivi, la gestion financière et la maintenance. Une grande importance est portée sur l'efficacité de la communication à tous les niveaux.

Le personnel multidisciplinaire de l'IRC offre son expertise à des activités au niveau du terrain, au travers de la recherche, de la formation, des missions de conseil et d'évaluation, des publications, des services de documentation et de la sensibilisation de l'opinion publique et des autorités pour les besoins du secteur.

IRC Centre international de l'eau et l'assainissement

PO Box 93190

2509 AD La Haye

Pays Bas

Téléphone: +31 (70) 30 689 30

Télécopier: +31 (70) 35 899 64

E-mail: general@irc.nl

**La politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la
protection des ressources en eau**

Un guide méthodologique et technique

Christine van Wijk-Sijbesma

Traduction: Jo Villordin

LIBRARY IRC
PO Box 93190, 2509 AD THE HAGUE
Tel.: +31 70 30 689 80
Fax: +31 70 35 899 84
BARCODE: 14806
LO: 202.1 9670

IRC Centre international de l'eau et de l'assainissement
La Haye, Pays Bas

1996

Titre original en anglais: 'Gender in Community Water Supply, Sanitation and Water Resource Protection: a guide to methods and techniques', 1995. (OP-23-E).

Cette traduction est publiée grâce à un financement de L'UNICEF, Ouagadougou, Burkina Faso.

Le dessin sur la couverture:

Flora Tristán

Centro de la Mujer Peruana,

Parque Hernán Velarde 42

Lima 1

Peru

Copyright © IRC Centre international de l'eau et de l'assainissement 1996

L'IRC est le propriétaire des droits d'auteurs du présent document, en vertu des dispositions du Protocole no 2 de la Convention Universelle pour la Protection des Droits d'Auteur et de tout autre protocole prévu par les lois d'autres pays. Toutefois, permission est en l'occurrence accordée pour la reproduction de ce document, en partie ou en totalité, à des fins éducatives, scientifiques ou liées au développement pourvu que (a) la source soit citée dans son intégralité et que (b) l'IRC en soit prévenu par écrit.

Tables des Matières

Introduction	1
1. Le concept de “la politique du genre” dans l’identification et la préparation des projets	3
1.1 Perception des besoins, priorités et demandes économique des hommes et des femmes	3
1.2 Evaluation spécifique selon les sexes des avantages sanitaires, socio-économiques et environnementaux	6
1.3 Base de données sur la politique du genre	10
1.4 La formulation d’objectifs et de stratégies de projet spécifique selon les sexes	11
2. Les questions de la “politique du genre” dans la planification et l’exécution	14
2.1 Choix de la technologie, des niveaux de service et de conceptions	14
2.2 Les dispositions à prendre pour la maintenance locale et la construction	19
2.3 Les rôles des hommes et des femmes dans la gestion communautaire et les systèmes de financement	21
2.4 Améliorations de l’hygiène et de l’éducation de l’hygiène	22
2.5 La protection des ressources en eau et l’amélioration des conditions écologiques	23
2.6 Optimiser les avantages du projet pour les femmes	25
2.7 Les systèmes de contrôle communautaire	28
3. La spécificité du genre dans le contrôle, le compte-rendu et l’évaluation du projet	30
3.1 Suivi et compte-rendu de l’évolution du projet	30
3.2 L’évaluation spécifique selon les sexes du fonctionnement durable, de l’utilisation et de l’hygiène	30
3.3 Mesurer l’impact du projet sur les hommes et les femmes	32
4. Méthodes et outils	34
4.1 Obtenir un soutien pour l’implication des femmes	34
4.2 Rendre l’information accessible aux femmes	35
4.3 Organiser des rencontres communautaires	36
4.4 Collecte des données spécifiques aux sexes	37
4.5 Renforcement ou mise en place des structures de gestion locale	38
4.6 Mise en place de systèmes de financement local	40
4.7 Former les femmes fonctionnaires	42
4.8 Les techniques participatives pour le personnel du projet	43
5. L’approvisionnement en eau, l’assainissement du milieu environnemental et la protection des ressources en eau: conclusions sur les dimensions du genre	45
Bibliographie	47
Annex A: Manuels de terrain relatifs à la politique du genre	56

Introduction

Cette étude couvre les principales activités et phases décisives des projets ruraux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de protection des ressources en eau; qui, selon les expériences compilées au sein du Centre international de l'eau et de l'assainissement, IRC nécessitent une approche spécifique du genre dans le domaine de la planification, l'exécution et la documentation des projets.

Les contenus résumés dans ce document étaient le fruit de trois consultations régionales d'expert sur les méthodes à appliquer pour impliquer les femmes dans les projet ruraux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de protection des ressources en eau. Un autre apport était les connaissances et expériences des participants travaillant dans la participation communautaire et l'implication des femmes dans ce type de projet.

Les consultations se sont déroulées à Nairobi, Kenya (février, 1993), Cali, Colombie (août 1993) et Mount Lavinia, Sri Lanka (septembre 1993). Chaque consultation réunissait entre dix et vingt collaborateurs, principalement féminins, représentant des projets soutenus par l'extérieur dans le secteur de l'approvisionnement rural, en eau, de l'assainissement et de la protection environnementale dans les continents concernés.

Les modérateurs étaient composés de représentantes de l'IRC ainsi qu'une personne ressource des organisations locales hôtes de la consultation. Les organisations hôtes étaient le NETWAS (Réseau d'Eau et d'Assainissement) à Nairobi, Kenya, le CINARA (Centre Inter-Régional de l'Assainissement et de l'Eau) à Cali, Colombie et les Organisations Non Gouvernementales du Service de la Décennie de l'Approvisionnement en eau et de l'Assainissement à Colombo, Sri Lanka.

Le but des consultations était d'échanger les expériences relatives aux approches du genre, dans les projets des participants et de documenter ces expériences pour une série de trois manuels, chacun mettant l'accent sur la situation de la région concernée, et sur la méthode de mise en application d'une approche du genre dans les projets ruraux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de protection des ressources en eau.

Si ces manuels ont été produits, c'est principalement en raison de l'absence de documents pratiques sur l'implication des femmes, dans le domaine du cycle de projet et qui s'inspirent de l'abondance des expériences de terrain dans chacune des régions.

Les documents existants sont soit des études générales et des documents de référence, soit des manuels de formation conçus pour des hauts fonctionnaires ou des gestionnaires de projet, mais généralement pas destinés à un usage de terrain (Elmendorf et Isely, 1988; Elmendorf et Buckles, 1980; INSTRAW, 1992abc; Wijk, 1985).

D'autres documents sont axés sur les méthodes et les techniques participatives pour l'exécution des projets, où l'importance d'une approche du genre n'est pas mis en évidence comme il devrait l'être parmi les autres sujets d'actualité (Srinivasan, 1990).

Les groupes cibles des manuels sont les participants exécutant leur propre projet ainsi que d'autres projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les continents concernés, ainsi que les institutions d'éducation dans lesquelles le personnel du secteur est formé.

De plus amples informations sur ces trois manuels de terrain sont données en annexe A.

1. Le concept de “la politique du genre” dans l’identification et la préparation des projets

En matière d’identification et de préparation des projets ruraux d’approvisionnement en eau et d’assainissement, le concept de “la politique du genre” est considéré comme pertinent, au moins, sur les aspects suivants :

Identification des besoins ressentis et priorités des hommes et des femmes pour le projet;
Evaluation selon les sexes, des aspects sanitaires, socio-économiques et environnementaux;
Description des conditions de vie des femmes et l’impact éventuel du projet sur ces femmes;
Formulation des objectifs et des stratégies du projet selon les sexes.

1.1 Perception des besoins, priorités et demandes économiques des hommes et des femmes

Une des conditions principales à la réussite d’un projet villageois d’approvisionnement en eau ou d’assainissement est que les populations expriment la nécessité du projet et lui accordent une forte priorité par rapport aux activités et aux services qu’ils soutiendront dans leur village.

Les besoins et les priorités des hommes et des femmes ne sont pas forcément les mêmes. Les motivations masculines et féminines et les ressources pour perdurer les installations améliorées, d’eau potable et d’assainissement, peuvent différer selon les sexes. De plus, de tels besoins et priorités peuvent également varier selon les statuts économiques des familles concernées, de la composition de la famille (par exemple, nombre de membres féminins, chefs de famille féminins), selon les confessions religieuses ainsi que les appartenances socio-ethniques de la famille (Chachage et al., 1990; Wegelin, 1991; Wijk, 1985).

En conséquence, la demande économique, expression de ces différents facteurs, pour les installations proposées et la volonté d’y contribuer peut ainsi varier considérablement.

La demande d’une amélioration de l’approvisionnement en eau potable et un meilleur assainissement du milieu environnemental, est généralement plus élevée chez les femmes que chez les hommes.

Une volonté plus forte de contribuer aux améliorations existe chez les femmes, comme le démontre une étude séparée, des deux groupes (Dian Desa, 1990; Laubjerg, 1994; Mc Garry et Elmendorf, 1979; Mukherjee, 1990; Singh et al., 1991; Sundararaman, 1986).

Le fait que les femmes sont capables de satisfaire ces demandes, dépend en grande partie des ressources et des types de pratiques décisionnelles en vigueur au sein de la famille ainsi que de la gamme de choix offert.

On a pu constater que lorsque le couple prend une décision commune, les chances d’adoption sont généralement plus gran

Lorsque c'est aux hommes, chefs de famille, qu'il appartient de prendre les décisions, il importe de transmettre une information particulière pour les convaincre qu'une source d'approvisionnement plus proche ou qu'un meilleur assainissement ne constitue pas un luxe, qui rendrait "les femmes et les enfants oisifs", mais au contraire représente une amélioration permettant à l'ensemble de la famille d'en profiter de différentes manières.

Dans ce genre de situation, une stratégie particulière doit être élaborée, pour informer autant que possible les femmes, dans la mesure où autrement elles ont tendance à ne pas être conscientes du projet ; et ainsi ne peuvent pas approcher leurs maris de façon informelle à propos de leur participation au projet (Wijk, 1985).

De plus, il existe toujours des villageois et des groupes, par exemple, les chefs de famille féminins, qui ont moins de possibilités de contribuer aux améliorations, et par conséquent ne peuvent pas accéder aux installations améliorées d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou d'hygiène. Ceci est d'autant plus vrai que le projet ne tient pas compte d'une gamme de choix, tels que des installations communes, ou des modèles d'installations à bon marché, même attrayants et fonctionnels.

Dans certaines régions, les femmes peuvent compter sur leur propre source de revenu; pourtant lorsque les hommes et les femmes doivent contribuer à part égale, la contribution des femmes représente généralement un pourcentage plus élevé de leur revenu ou de leur temps que celui des hommes.

Une analyse complète des conditions et conceptions villageoises nécessite une évaluation avec les hommes et les femmes issues des principales catégories socio-économiques.

Moyens d'évaluation

Les projets ont différentes façons de s'assurer que les activités soient mise en oeuvre avec un soutien suffisant et accompagné d'une demande des communautés concernées.

Un grand nombre de projets utilise des données sur les conditions existantes, comme par exemple le manque d'eau ou alors un taux élevé de maladies liées à l'eau et à l'insalubrité, pour sélectionner les zones de projet ou les villages prioritaires.

La recherche a montré que de tels indicateurs généraux, bien qu'utiles pour une première étape, ne correspondent pas nécessairement aux perceptions des usagers sur la situation (Agarwal et Asmand, 1982; Laubjerg, 1984; Sundararaman, 1986).

Dans certains cas d'identification de projet, on utilise les études socio-économiques pour comparer les conceptions du projet avec les points de vue des hommes et des femmes d'appartenances culturelles et socio-économiques différentes dans les villages choisis. Les études indiquent si les différents types d'usagers perçoivent l'eau, l'assainissement du milieu et la protection des ressources en eau comme un problème urgent à résoudre et quelles perceptions ils ont des types d'installations, de leur maintenance, de leur gestion et de leur financement.

Ce type d'étude peut-être une enquête socio-économique importante, formelle et relativement coûteuse; or, à l'heure actuelle des approches de type participatives sont de plus en plus

utilisées (Anonymous, 1992a; Grady et al., 1991; Lingern, 1994; Mukherjee, 1990; URT, 1982; Whitaker, 1993).

Si les études préparatoires ont été bien menées, elles observeront de manière distincte, les expériences et les conceptions des hommes et des femmes et apporteront ainsi des résultats spécifiques aux sexes. Sur la base de ces études, les critères de sélection des villages sont revus ou, en d'autres termes, les listes des priorités des villages peuvent être reconsidérées et des informations plus précises seront apportées pour motiver le choix d'une première gamme de hautes technologies et socio-économiquement convenables.

D'autres programmes reposent sur une requête des autorités villageoises, ou alors définissent une première répartition et ensuite vérifient si une demande authentique pour le projet, existe dans le village ou les villages concernés.

Les instruments spéciaux utilisés pour évaluer l'intérêt des hommes et des femmes pour le projet au cours des phases d'identification et de préparation comprennent:

- L'obtention de l'information sur les besoins ressentis et les priorités des chefs villageois et organisation de rencontres séparées avec les hommes et les femmes pour entendre leurs points de vue (pour l'organisation des rencontres villageoises, se référer à la section 4.3).
- Les visites domiciliaires au stade préliminaire des projets villageois ; d'où l'équipe du projet ou des villageois sélectionnés (enseignants, chefs villageois informels, les premières femmes ayant adopté le projet) évaluent l'intérêt des familles (pour les entretiens spécifiques selon les sexes, voir section 4.5).
- Enquête comparative (quantitative ou qualitative) dans l'ensemble de la zone du projet, pour inventorier les villages et leurs besoins prioritaires et déterminer les conceptions féminines et masculines des différentes couches socio-économiques.
- Evaluation des besoins généraux, dans laquelle l'approvisionnement amélioré en eau et l'assainissement sont classés au regard des améliorations désirées dans d'autres secteurs (Laubjerg, 1984).
- Présentation du projet provisoire lors d'une rencontre villageoise générale réunissant des hommes et des femmes représentant l'ensemble des catégories d'usagers et observation de leurs réactions. L'inconvénient majeur de ce type de rencontre est que les conceptions négatives ne s'expriment pas facilement dans de telles réunions et que les femmes souvent n'y assistent pas et/ou ne prennent pas la parole alors que des mesures spéciales peuvent être prises pour remédier à cela. (pour organiser des rencontres villageoises avec des hommes et des femmes, se référer à la section 4.3).
- Organisation d'enchères, en tant qu'élément faisant partie d'une investigation plus générale pour l'eau et les latrines, afin d'évaluer la contribution des hommes et des femmes, en termes financiers (Evans, 1992; Singh et al., 1991).

Indépendamment des méthodes utilisées, il est essentiel que les conceptions des hommes et des femmes des différentes catégories socio-économiques et culturelles de la région soit analysées

lors du choix des zones prioritaires et lors de la détermination des aspects socio-économiques et culturels qui doivent être pris en compte dans la préparation générale du projet.

1.2 Évaluation spécifique selon les sexes des avantages sanitaires, socio-économiques et environnementaux

La plupart des projets ruraux d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont comme but l'amélioration de la santé et du bien-être des populations rurales. Dans ce contexte, la responsabilité particulière des femmes comme collecteuses et gestionnaires d'eau et fournisseurs de santé est généralement mentionnée.

La réalisation d'une évaluation spécifique selon les sexes des aspects sanitaires, socio-économiques et environnementaux peuvent constituer un instrument utile pour empêcher tout impact écologique négatif sur les ressources en eau et l'environnement, tout en maximisant à long terme les avantages du projet.

Vu ces avantages, des différences considérables peuvent figurer entre les buts propres aux projets et ce que les hommes et les femmes souhaiteraient obtenir d'eux.

Les avantages sanitaires

Pour de très nombreux projets, le but principal est l'amélioration de la santé des populations à travers un meilleur approvisionnement en eau et de meilleures conditions et pratiques d'hygiène.

La planification des interventions techniques indispensables, et les activités d'éducation de l'hygiène en vue de ces changements sont plus facile lorsque les pratiques et les conditions de l'utilisation de l'eau et de l'hygiène sont identifiées et que les populations peuvent apporter des explications sur les raisons de telles situations et habitudes. Souvent, de telles raisons sont compréhensibles du point de vue des usagers locaux.

A cause de leurs tâches et responsabilités spécifiques, les hommes et les femmes ont tendance à accumuler des connaissances et des compétences différentes dans ce domaine.

Par exemple, les femmes représentent les partenaires les plus adéquates, quant aux sources et à la gestion de l'eau, les déchets et les canaux d'information sanitaires, alors que les hommes peuvent être considérés comme des partenaires, au cours des discussions, sur les financements ou les besoins de main d'oeuvre pour la réalisation d'un nouveau puits ou d'une latrine familiale.

Les avantages socio-économiques

Pour un grand nombre d'utilisateurs, les avantages sociaux ou économiques constituent souvent des raisons plus importantes pour appuyer un projet, que la santé (Kamminga, 1991; Wijk, 1992). Un meilleur approvisionnement en eau et un meilleur assainissement apportent une plus grande commodité et plus d'intimité et de sécurité aux femmes et aux enfants.

- Ces installations leur apportent une économie, ou une gestion du temps plus facile, parce que l'approvisionnement en eau est plus fiable, et les latrines plus proches.

- Ces améliorations leur donnent aussi accès à plus d'eau et parfois les gains de temps sont utilisés pour mener des activités économiques avec l'eau et les déchets.
- Ce sont des occasions pour les femmes, de se spécialiser comme productrices et constructeurs de latrines, comme par exemple déjà au Mozambique, Kerala, Polynésie et Zimbabwe ou encore, comme celles qui font de la chloration des puits à Kerala. Ainsi peuvent-elles améliorer leur revenus.

Les projets peuvent également avoir des conséquences sociales et économiques indésirables, comme par exemple la réduction des possibilités de rencontre pour les femmes, spécialement dans les régions où leur mobilité est déjà limitée, ou encore la perte d'un emploi occupé par des femmes et des hommes défavorisés, comme par exemple la collecte de l'eau ou des déchets, qui devient inutile avec l'introduction de nouvelles technologies.

Savoir ce que les hommes et les femmes attendent ou craignent d'un projet, sera intéressant non seulement pour la promotion du projet, mais aussi pour la planification des avantages attendus.

Impacts environnementaux

Un troisième facteur à prendre en compte dans la planification des projets d'eau, et d'assainissement, est l'impact sur l'environnement. Ces impacts se situent à deux niveaux:

- les projets d'eau et d'assainissement peuvent avoir des effets négatifs imprévus, sur l'environnement;
- la dégradation écologique peut limiter la quantité ou la qualité des sources d'eau potable et rendre inadéquat les moyens traditionnels de traitement des différents types de déchets.

A titre d'exemples de nouveaux problèmes environnementaux provoqués par des projets d'eau et d'assainissement, on peut citer:

- les connexions privées ou les bornes-fontaines publiques conçues avec un drainage insuffisant, créant des mares stagnantes et des conditions humides favorables à la prolifération des insectes et protozoaires;
- de nouvelles installations et l'utilisation de terre lorsque les zones de réception sont à ciel ouvert;
- les besoins sanitaires et les occupations humaines polluant les sources;
- l'érosion due à un excès de pâturage au point d'eau dans les zones d'élevage;

La situation inverse se produit lorsque la dégradation environnementale réduit la disponibilité et la qualité des ressources en eau potable. L'exploitation aveugle de la forêt ainsi que les industries minières ont rendu, des ressources en eau naturelles comme les rivières de montagne, asséchées ou fortement ensablées ou chargées de produits chimiques.

Dans d'autres cas, l'irrigation agricole a fait baisser la nappe phréatique, causant l'assèchement des puits utilisés pour des besoins domestiques ou leur ensablement dans les zones côtières.

Un autre problème fréquent est la pression démographique de plus en plus forte sur les terres et sur les matériaux bruts, ce qui amène les populations à s'installer ou à utiliser des zones de, et provoque des contaminations bactériologiques des cours d'eau utilisés comme source d'eau potable par les villages en aval (Macharia, 1993; Shiva et Bandyopadhyay, 1990; Rao, 1991; Rocheleau, 1992; Sontheimer, 1991).

La déforestation, et ses effets négatifs sur les sources d'eau, peut être aggravée par le besoin des femmes d'utiliser le bois comme bois de chauffage ; or, l'impact de cette activité est très limité comparée aux activités commerciales. Plus précisément, les femmes représentent les plus grandes victimes de la dégradation environnementale, à cause des effets nuisibles sur la disponibilité et la qualité des sources d'eau potable et le surcroît de travail engendré par la collecte d'eau et de combustibles (Nyoni, 1991; Rodda, 1991; Shiva, 1985).

Pour neutraliser les impacts négatifs des activités macro-économiques sur leurs conditions de vie, les femmes dans un certain nombre de pays, ont commencé à organiser des mouvements de protestation ou d'action, comme par exemple Chipko en Inde et le Mouvement de la Ceinture Verte au Kenya.

Ailleurs, les projets s'efforcent de limiter les impacts négatifs pour les femmes en conjuguant ou en rapprochant l'amélioration des approvisionnements en eau aux efforts visant à limiter les dégradations écologiques et à accroître les opportunités économiques en faveur des femmes défavorisées.

Par exemple au Kenya et au Burkina Faso, des projets de fourneaux améliorés, ont contribué à la fois à la réduction de la consommation de bois, et à un gain de temps, respectivement de 33% et de 2.5 à 5 heures par semaine. Cela a eu pour conséquence, l'occasion de créer de nouveaux emplois, tels que constructeur féminin de fourneaux moyennant un revenu.

Les pépinières, souvent situées près des sources d'eau améliorées et des projets de reboisement représentent également une source de revenu pour les villageois défavorisés, particulièrement pour les femmes (Jiggins, 1988; SEWA, 1989).

Les moyens d'évaluation

Différentes méthodes peuvent être utilisées, pour évaluer aussi bien les conditions et les pratiques de l'hygiène, que les utilisations de l'eau à des fins économiques. Les femmes et les hommes peuvent, par exemple, être interrogés séparément, au cours de rencontres organisées ou au cours d'enquêtes menées en vue d'obtenir des informations sur le type d'utilisation de l'eau et d'assainissement pendant la saison sèche et la saison des pluies, et sur les raisons motivant ces pratiques.

Il existe des instruments spécifiques pour rendre ces discussions plus participatives permettant d'intégrer des éléments favorables à la résolution de problème (voir section 4.8). Une autre forme d'évaluation participative consiste à entreprendre une promenade environnementale ou à mener une enquête simple avec un groupe de représentants féminins et masculins du village.

Il convient également de s'informer si une éducation de l'hygiène existe déjà, incluant des systèmes d'apprentissage informels entre femmes, et quelles sont les contraintes affectant tous

programmes existants, comme par exemple, la fréquence, l'accès, les groupes ciblés, les méthodes, la mise en application, la participation et l'influence des villageois sur le programme. Il est également important d'examiner les systèmes traditionnels de maintenance des sources d'eau ou de la collecte des déchets et d'observer les modalités d'organisation entre hommes et femmes.

Les résultats des études sur les pratiques locales peuvent être présentés à l'occasion d'une rencontre villageoise et les réactions des villageois observées au regard de la qualité des informations livrées et des actions communautaires possibles. La section 4.3. apporte des informations plus détaillées sur l'organisation d'une rencontre réunissant à la fois des hommes et des femmes.

L'usage économique, de l'eau ou des déchets requiert une évaluation spéciale. Mis à part un besoin ou un intérêt perçu, il doit y avoir assez et suffisamment d'eau et de temps fiable pour envisager une utilisation économique; de même il importe que les producteurs aient accès à d'autres ressources et apports (terre, capital ou crédit, matériaux et équipement, formation et étude de marché). Il faut s'assurer que le produit soit compétitif et se vende sur un marché bien localisé et que les producteurs puissent obtenir le contrôle sur les revenus qui en découlent (Kamminga, 1991).

Si les conditions sont favorables, et les apports appropriés accordés, il est avantageux pour les femmes, leurs familles et le projet de lier les projets d'eau ou d'assainissement à un projet générateur de revenu.

Ce dernier améliore le statut socio-économique, et augmente le respect de soi des femmes. Ainsi peuvent-elles utiliser leur revenu pour améliorer l'hygiène et les conditions de vie de leurs familles, le stockage de l'eau, l'utilisation du savon et des ustensiles, et contribuer aux améliorations de l'habitat et des connexions d'eau (Wijk, 1985).

Pour pouvoir évaluer les effets environnementaux, il est important *d'identifier et d'examiner* les facteurs qui peuvent affecter la fiabilité et la qualité des ressources en eau, comme par exemple l'utilisation de la terre et de l'eau, la qualité du sol, le drainage et la déforestation, *d'identifier et d'examiner* les actions à mener pour empêcher ou limiter ces problèmes.

Des techniques d'échantillonnage constituées à cette fin, peuvent faciliter à garantir une analyse spécifique aux deux sexes, par exemple, en identifiant les fermiers masculins et féminins représentant des catégories socio-économiques différentes et en menant des entretiens avec chacun des groupes (Boesveld et Postel, 1991; Bruce et Fortman, 1992).

Un deuxième aspect, qui mérite une attention particulière, est d'éviter la création de nouveaux risques environnementaux : eaux stagnantes aux robinets, latrines souillées, particulièrement dans les écoles et aux endroits fréquentés par un grand nombre de personnes, écoulements bloqués par manque de maintenance, déchets solides non collectés, etc...Ceci nécessite généralement une combinaison de bonne conception.

Une consultation dès le début, des femmes, (qui sont les principales usagers et gestionnaires) sur la convenance des systèmes proposés, et la planification avec les villageois, d'un entretien des installations spécifique aux sexes, pour éviter que le travail physique de nettoyage ne soit pas un

travail exclusivement dévolu aux femmes, alors que les positions de salarié et les fonctions de gestion sont occupées par les hommes. Pour plus d'information sur la conception appropriée et la maintenance consultez les sections 2.1 et 2.2.

1.3 Base de données sur la politique du genre

L'amélioration des conditions de vie rurales constitue le but majeur de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et des projets écologiques. Les femmes représentent toujours un groupe bénéficiaire majeur et parfois, comme par exemple dans la foresterie sociale, les projets de latrine et de fourneaux, elles peuvent aussi, être considérées comme les principales productrices.

Les multiples expériences de terrain ont pu prouver que l'implication des femmes dans les décisions de planification locales et dans la gestion, figure parmi les conditions favorables à la réussite des projets ; car les femmes connaissent bien les conditions locales et manifestent un grand intérêt personnel pour une bonne gestion de l'eau et de l'assainissement (Evans, 1992; Stamp, 1989; Wijk, 1985).

En passant en revue les conditions de vie dans la zone du projet, au cours de la phase préparatoire, il est aussi important d'inclure un profil qualitatif. Lorsque les données sont déjà disponibles ou faciles à obtenir, il faudrait un profil quantitatif des travaux à la charge des femmes, de sa position et de son influence, spécialement quant à l'approvisionnement en eau et à l'hygiène, et leurs possibilités de participer dans le projet (Lingen, 1994; Overholt, 1985).

Une base de données, est le fondement d'une banque de références, ce qui facilite la planification pour l'implication des femmes. Ceci permettra plus tard la mesure des impacts positifs et négatifs du projet sur les conditions des femmes, comme le travail, la connaissance, les compétences, l'organisation, le respect, le revenu et le contrôle sur les conditions de vie et les gains.

Les projets qui plus tard veulent évaluer l'impact des installations sur les charges de travail des femmes, ou sur les conditions et pratiques d'hygiène des hommes, des femmes et des enfants, doivent faire une étude sur le budget-temps ou une étude décrivant les conditions de base de l'utilisation de l'eau et des pratiques d'hygiène (Boot et Cairncross, 1993; Kamminga, 1991).

Les moyens d'évaluation

Par rapport aux conditions générales, comme le revenu, l'alphabétisation, l'approvisionnement en eau et les conditions sanitaires, les données qualitatives et quantitatives existeront déjà (d'autres études, statistiques couvrant des zones, les rapports sur les femmes et le développement, etc.). Ces données sont habituellement de nature générale et ont besoin d'être complétées par des données plus spécifiques, précisant le rôle des sexes (Morogoro/Shinyanga RWS, 1991; Overholt, 1985).

La collecte de ces données ne nécessite pas forcément une étude quantitative: l'information transmise par des informateurs privilégiés ou lors d'entretiens de groupe orienté sur une comparaison de la population cible, peut souvent fournir une bonne image du travail des femmes, leurs positions et les contraintes à affronter en les impliquant dans les prises de décision du projet.

Il existe aussi une gamme croissante de techniques participatives, pour amener les hommes et les femmes à définir leur propre condition, et, au cours de ce processus à aiguiser leur conscience sur les problèmes locaux et initier un dialogue pour trouver des solutions (Wakeman, 1995). Il vaut mieux éviter la collecte de quantités de statistiques vertigineuses, qui plus tard sera à peine utilisée.

Dans le cas où la collecte d'eau ne représente plus une grande consommation de temps à cause de nouveaux systèmes fonctionnels et proches, et que d'autres exigences sont également remplies; l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement peut avoir des impacts considérables sur le travail des femmes et sur la production du ménage.

Une étude plus précise sur les types d'utilisation de travail et de temps par les femmes et les hommes peuvent constituer dans de tels cas la base d'une évaluation future, surtout lorsqu'une étude similaire est également menée dans un ou deux villages voisins identiques, mais sans l'intervention de projet. Ceux-ci sont dès lors considérés comme villages-témoins.

Les villages-témoins sont nécessaires pour pouvoir faire la différence et aider à prouver que les impacts observés dans les villages sous tutelle du projet, sont imputables à l'intervention du projet et non à des changements dans les circonstances locales dues à d'autres facteurs.

1.4 La formulation d'objectifs et de stratégies de projet spécifique selon les sexes

Dans de nombreux projets ruraux d'approvisionnement ou d'assainissement, l'objectif principal est la construction des installations.

La plupart des projets précisent:

- soit le nombre d'installations (installer 400 pompes manuelles, ou construire 1000 latrines dans le district x en quatre ans);
- soit le nombre de villages ou ménages (desservir 150 villages avec des systèmes améliorés d'approvisionnement en eau dans les quatre années à venir);
- soit installé des latrines améliorées dans 50% des ménages de la zone x entre 1995 et 1997).

Bien que de tels objectifs puissent refléter un rapport avec les intérêts des femmes, particulièrement lorsque les besoins des hommes et des femmes en matière d'améliorations ont été évalués (voir paragraphe 1.1.), une trop grande attention sur les données chiffrées peut masquer l'objectif même, de ces installations.

En d'autre terme, ces installations ne sont pas là pour de la figuration, mais pour répondre au but du projet, par son utilisation et son entretien. Il est donc important d'ajouter dans le descriptif de tout objectif de construction... "de telle manière que les installations soient utilisées, par exemple, par 80% des hommes, des femmes et des enfants, et qu'elles soient conçues, maintenues et gérées de façon que les conditions insalubres ne puissent se développer et/ou que les usagers ne soient pas contraints de retourner à leurs vieilles habitudes."

Une des conditions préalables à l'utilisation et à l'entretien des installations repose sur l'implication des femmes dans la mesure où leur rôle au sein des ménages est déterminant quant

aux sources d'eau à utiliser. Ce sont les femmes qui conseillent les enfants sur la collecte de l'eau, l'élimination des déchets et l'hygiène et surveillent jour après jour la maintenance des sources d'eau traditionnelles, les cuisines et les latrines (OMS, 1985).

A coté de la construction physique, la maintenance et l'utilisation des installations, la méthode choisie pour réaliser les projets est aussi importante, et nécessite des objectifs séparés.

Idéalement, les projets doivent être réalisés de façon à ne pas rendre les communautés totalement dépendantes des apports extérieurs. Il faut au contraire, leur donner le maximum d'indépendance.

Les objectifs incluront donc la possibilité et la capacité des hommes et des femmes de choisir ceux des changements qu'ils peuvent gérer et contrôler, et au niveau des institutions, de chercher les capacités et les compétences professionnelles pour pouvoir maîtriser ces processus et mettre en place des institutions villageoises efficaces.

Formulation de stratégies de participation générale

L'utilisation de systèmes améliorés d'eau et d'assainissement, et la gestion des sources d'eau n'est pas envisageable sans une implication active des usagers, car les solutions qui ont été planifiées *pour* et non pas *avec* les usagers n'ont souvent pas apporté de bons résultats. En outre, les gouvernements et les communautés ont de plus en plus besoin de systèmes de maintenance locale et de gestion pour les sources d'eau, l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Sans la participation des communautés dans la maintenance et la gestion, il a été estimé que 30 à 40% des approvisionnements ruraux ne sont plus fonctionnels après un certain temps. Dans les zones urbaines, 50% ou plus, de l'eau produite, n'atteint pas les usagers (Hueb, 1993). L'élaboration d'une stratégie pour impliquer l'utilisateur est donc essentiel.

Cette stratégie définit de manière générale les activités et les décisions dans lesquelles les usagers seront impliqués. Elle décrit également comment les organisations locales représenteront les villageois dans le projet et seront responsables des activités locales au cours de la phase préparatoire du projet, de l'exécution et de la maintenance.

La stratégie indique aussi comment les villageois prendront parti à la création de ces organisations, et quelle sera la composition, le statut et l'autorité de ces organisations ; ce que la formation apportera aux différents fonctionnaires villageois, et de quel appui ils peuvent bénéficier de la part des services gouvernementaux et des organisations non gouvernementales (ONG).

La stratégie définit aussi les activités que les institutions du projet réaliseront dans chaque projet communautaire et quels seront leurs besoins en personnel, formation et matériel.

La tâche d'élaboration et d'exécution de la stratégie de la participation communautaire est généralement la responsabilité d'une organisation ou d'un département bénéficiant d'une expérience dans l'implication communautaire: le Département du Service Social, le département du développement communautaire ou une organisation non gouvernementale.

Il est moins fréquent de voir la création d'une aile sociale spéciale au sein du service technique du projet (souvent financée temporairement par les bailleurs de fonds) ou d'un noyau de spécialistes sociaux, engagés pour élaborer une stratégie et former une équipe de techniciens de terrain dans les aptitudes d'implication communautaire (IRC, 1988).

Rendre les stratégies de participation spécifiques aux sexes

A l'intérieur de cette stratégie générale, il importe d'attirer l'attention sur, ou d'élaborer une stratégie pour, l'implication des femmes, de façon à ce que ce facteur soit pris en compte dans le projet et de façon aussi à ce que les différentes zones de responsabilité et de contrôle des hommes et des femmes soient précisées et que, laissée au hasard, les femmes ne prendront souvent pas part aux diverses activités et décisions de projet.

Fondamentalement, cette stratégie définit dans quelles fonctions et organisations les femmes seront représentées, comment elles seront impliquées dans les décisions et quelles compétences et type de formation seront mis à disposition pour assurer leur implication, à la fois au cours de l'exécution du projet et dans les phases ultérieures (exploitation, maintenance, gestion). Les types de formation seront organisés soit exclusivement pour les femmes, soit aux côtés des hommes, pour renforcer les capacités des femmes.

Un second type de formation se propose de considérer l'implication des femmes comme un thème à approfondir et à débattre, pour pouvoir mieux le faire comprendre et maîtriser, par les collaborateurs masculins et féminins du projet, et les chefs villageois, ce qui peut éviter des sentiments d'exclusion ou d'antagonisme parmi les villageois si des activités séparées sont organisées avec les femmes.

2. Les questions de la “politique du genre” dans la planification et l’exécution

Lorsqu’il a été décidé qu’un projet donné, d’eau ou d’assainissement, sera exécuté dans une certaine zone ou village, une planification plus détaillée pour la mise en oeuvre prendra place dans les communautés concernées.

L’expérience a montré qu’une attention distincte entre hommes et femmes est de mise dans les domaines suivants (INSTRAW, 1992 abc):

- choix de technologie, niveaux de service et conception;
- dispositions pour la maintenance locale et la construction;
- constitution de services de gestion et les rôles des hommes et des femmes dans la gestion locale et le financement;
- planification et exécution d’un programme d’éducation de l’hygiène et;
- amélioration des conditions de l’hygiène locale;
- protection des ressources en eau et des conditions écologique;
- optimisation des avantages du projet pour les femmes;
- mise en place de systèmes de suivi, gérés par la communauté.

2.1 Choix de la technologie, des niveaux de service et des conceptions

Fondamentalement, on peut distinguer deux types de projets d’approvisionnement en eau et d’assainissement:

- les projets prédéterminés, dans lequel le projet fait le choix de la technologie et le niveau de service mis à la disposition d’une communauté ou d’une zone;
- les projets où la communauté gère l’approvisionnement en eau locale, le programme d’assainissement du milieu environnemental ou le programme de protection des ressources. Pour ce dernier, la communauté utilisatrice bénéficie d’une plus grande autorité, que pour le premier.

Participation dans les projets prédéterminés

Dans les projets prédéterminés, le choix des technologies et les niveaux de service ont été définis au cours de l’étape préparatoire. Par le passé, ce choix était souvent basé sur des critères techniques et économiques (coût) seulement.

Aujourd’hui, les critères socio-économiques et culturels sont généralement pris en compte, et les points de vue des futurs usagers sont considérés comme intervenant dans le processus de prise de décision. Le chapitre 1 a déjà bien analysé l’importance, au cours de la phase préparatoire, d’une étude comparative entre les hommes et les femmes, et qu’à l’occasion des enquêtes et des rencontres, que les conceptions masculines et féminines soient enregistrés puis analysées séparément et ensuite soient traduites dans les phases successives.

Là où un choix technologique général a été opéré, par exemple une installations de tuyauterie enterrée, ou des pompes à main pour l'eau, ou un type particulier de latrine, la communauté sera généralement impliquée dans les décisions de planification plus détaillée. Habituellement de telles décisions portent sur les domaines suivants:

Pour des projets d'eau

- si les hommes et les femmes issues de différentes couches sociales d'un village donné, veulent participer au projet;
- si la technologie proposée (par exemple les pompes à main) et le niveau de service (par exemple une pompe pour 250 habitants) convient aux hommes et aux femmes des différents couches sociales et groupes;
- si les usagers acceptent les contributions communautaires nécessaires en espèce ou en nature, incluant la division du travail et l'argent au sein des ménages;
- si la conception générale (par exemple le type de puits et pompes dans un projet d'eau de source par des pompes manuelles, l'adduction d'eau, la ligne de transmission, le réservoir de stockage, la distribution dans un système d'adduction d'eau) convient et est optimal d'un point de vue socio-culturel et économique (acceptation culturelle des lieux et voies, droits d'accès, le chemin le plus économique, nombre maximum de ménages couverts, etc.);
- quelles sont les actions que les hommes et les femmes entreprennent dans le village pour protéger les sources et ses zones de captage;
- où seront situés les réservoirs publics, robinets, pompes;
- si le type et la conception des points de collecte d'eau conviennent à tous les groupes (tracé, facilité d'exploitation et propreté, intimité, sécurité, etc.);
- si les fournitures additionnelles (par exemple pour la lessive, le bain, les abreuvoirs pour le bétail, le maraîchage) sont nécessaires et si oui, quelles seront les précisions à apporter dans la conception, la location, les coûts, le financement, la maintenance, la gestion, l'utilisation;
- quel conseil technique et quelle formation, les villageois peuvent avoir après que les installations soient mises en place, et qui en bénéficiera;
- si la maintenance et les implications financières sont comprises et conviennent aux hommes et aux femmes;
- si les implications de la santé et de l'hygiène sont comprises;
- l'agenda pour l'exécution, comportant notamment les contributions communautaires.

Pour des projets d'assainissement :

- si les hommes et les femmes des différentes couches sociales d'un village donné veulent participer au projet;
- quelles améliorations sanitaires sont désirées le plus, aussi bien par les hommes que par les femmes (gestion des eaux usées et l'hygiène aux robinets publics, latrines scolaires ou dans les ménages, élimination des déchets solides, fourneaux améliorés, etc.);
- de quelle façon le village et les bénéficiaires contribueront et comment les contributions seront réparties entre et au sein des ménages;
- si les conceptions des installations sont acceptées d'un point de vue socio-économique et culturel;
- l'implication des usagers (à la fois les hommes et les femmes) pour l'adaptation de la conception des installations et qui paiera les coûts supplémentaires d'une installation plus sophistiquée;
- l'engagement des usagers et des gérants (notamment les femmes) dans le choix du site des installations;
- quel conseil technique et quelle formation les villageois peuvent avoir et qui en bénéficiera;
- l'exploitation et la maintenance, et la division du travail entre hommes et femmes, garçons et jeunes filles;
- les implications pour l'hygiène et la santé;
- le contrôle des installations en cours et de leur utilisation hygiénique.

Information pour les décisions des usagers

L'information, sur le projet, et les décisions prises en faveur de ce projet, sont généralement faites à l'occasion des rencontres. Il est très important d'une part que ces rencontres conservent un caractère ouvert et que d'autre part les femmes y assistent, soit aux côtés des hommes ou lors de rencontres organisées exclusivement pour les femmes. Comment l'information peut-elle atteindre les femmes au cours de ces rencontres et comment les aider à y assister et à prendre la parole, ces deux aspects sont approfondis dans la section 4.2 et 4.3.

Si d'autres moyens de communication (affiches, livret, émissions radiophoniques, fête) sont utilisés, il convient de s'assurer que ces médias soient accessibles et que leurs messages soient pertinents et compréhensibles à la fois pour les femmes et les hommes.

Les illustrations sur des matériaux imprimés doivent être prés-testés et représenter à la fois les hommes et les femmes. Ces illustrations peuvent toutefois montrer des femmes à l'oeuvre dans de nouveaux rôles, comme par exemple des femmes réparant des pompes, des femmes comptables

ou des femmes maçon. Voilà quelques voies possibles d'implication des femmes qui peuvent entraîner la réussite des projets.

Cependant il faut veiller à ce que ces illustrations n'aient pas trop de rapports avec les apports nécessaires, comme par exemple l'information aux chefs masculins et maris, et aux femmes elles-mêmes (pourquoi des femmes mécaniciennes) et que ce support soit seulement utilisé lorsque le projet dispose de moyens matériels pour pouvoir appliquer les illustrations, comme la formation par exemple (voir paragraphe 4.7).

Choisir les sites pour les installations

Le site des installations publiques ou communes est souvent choisi par un groupe représentatif constitué de membres masculins et féminins, par exemple un groupe de chefs respectés formels et informels, une association existante et représentative au niveau du village ou un comité d'eau et d'assainissement spécialement élu.

La mise en place des installations doit être fondée sur des critères à la fois sociaux et culturels. Le critère social peut, par exemple, être général et facile d'accès, un lieu central, une distribution équitable des installations sur l'ensemble des habitations, une bonne sécurité pour les femmes et les enfants, une intimité suffisante. Les critères techniques peuvent contenir des opportunités de bon drainage, l'élévation, la disponibilité, et la qualité de la nappe souterraine.

Ficher des piquets dans les sites choisis provisoirement, ébaucher un plan préliminaire, où bien annoncer les choix provisoires lors d'une rencontre et analyser les réactions, sont autant de méthodes utilisées pour vérifier le niveau d'acceptabilité à la fois pour les usagers masculins et féminins (Buckles, 1980; Kwaule, 1993).

Les caractéristiques de la conception

Pour montrer aux populations les conceptions des latrines, des bornes-fontaines, des abreuvoirs pour bétail et des installations de fontaines et blanchisseries, des modèles réduits, par exemple en papier mâché, en argile ou en carton peuvent être fabriqués afin de susciter les réactions des usagers sur la convenance de la conception et pour les inviter à faire des suggestions pour des améliorations (McGarry et Elmendorf, 1980).

L'évaluation des prototypes ou des conceptions initiales pour les villages accueillant les premiers projets et/ou les visites des projets voisins, constituent des situations permettant d'obtenir une réaction valable de l'utilisateur. Les expériences ont montré qu'il est essentiel que ce ne soit pas seulement les chefs masculins et féminins qui participent à de telles évaluations, mais que les femmes usagers puissent y prendre parti.

Les fournitures supplémentaires

Au cours des négociations de planification, les villageois souhaitent généralement des installations supplémentaires ou des adaptations gratuites, exemptes de taxe. Cette situation peut entraîner des coûts plus élevés et limiter les fonds pour desservir les populations ne disposant encore d'aucune installation.

Les négociations sur le paiement partiel ou total de la part des usagers sur les coûts de matériels dépassant les normes, font l'objet de conseils et sont généralement bien acceptés.

Les contributions de la communauté

Au cours des négociations sur la planification des contributions de l'utilisateur à la construction, la division et le programme de travail, devra être bien repartis et conformes aux exigences socio-culturelles pour les hommes et les femmes. Par exemple, dans certaines cultures, certains types de travaux sont exécutés par les hommes, et ailleurs, par des femmes.

Les femmes et les hommes peuvent être également responsables de différentes tâches et de cultures agricoles, moyennant un temps et des exigences de travail différents. Ceci peut affecter la disponibilité de la main d'oeuvre (Wijk, 1985).

Lorsqu'une contribution en espèce est exigée, par adulte, il importe de vérifier les modalités de financement à savoir: à partir du revenu général, ou à partir des revenus séparés (généralement différents) des femmes et des hommes.

Des précautions sont à prendre pour éviter la situation où les femmes participent au travail physique, en partie ou totalement, sans pour autant prendre parti à, ou occuper un rôle de pouvoir dans la planification et la gestion des décisions et dans le contrôle de qualité (IRC, 1992).

Les implications à plus long terme

Il est aussi très important durant l'étape de la planification que les hommes et les femmes connaissent la teneur des implications à plus long terme pour telle ou telle technologie donnée. Cela peut inclure une gamme d'avantages (plus de temps et d'énergie pour mener d'autres activités familiales, de travail de développement communautaire, sociales et économiques, école ou éducation de l'adulte; sécurité accrue, statut familial et communautaire accru, plus d'eau potable, une meilleure santé et hygiène familiale).

Le comportement peut avoir aussi certaines conséquences sur les villages et les utilisateurs tels que la maintenance préventive régulière, les réparations ponctuelles, sinon c'est l'abandon des sources non potables, la préservation de l'hygiène, les contributions régulières pour financer l'exploitation et la gestion, une bonne gestion des installations et des sources d'eau nécessaires pour leur exploitation.

Généralement, les conséquences du comportement impliquent qu'à la fois les hommes et les femmes doivent y contribuer et que les répartitions équitables du travail et des avantages puissent être discutés (Wijk, 1993).

Les décisions de planification pour les services gérés par la communauté

Il est de plus en plus demandé aux villageois de prendre parti quotidiennement à la maintenance, aux tâches de gestion et de financement des approvisionnements ruraux améliorés et/ou de gérer les activités locales pour l'assainissement du milieu environnemental et l'éducation de l'hygiène. Ceci implique que les villageois aient aussi le droit de donner leur opinion sur ce qu'ils auront à gérer et comment ils le feront. En d'autres termes, plus jamais de technologies prédéterminées.

En revanche, il faut présenter à la communauté une gamme d'options et expliquer pour chacune d'elle, les implications, les avantages, comme la commodité, la santé, la facilité de la maintenance, les coûts et la fiabilité. Les communautés peuvent ensuite choisir sur une meilleure base, la technologie et le niveau de service dont ils veulent disposer et pour lesquels ils ont les capacités pour l'entretien. (INSTRAW, 1992a; Wacker, 1990).

Comme les hommes et les femmes jouent un rôle dans l'utilisation, la maintenance et le financement de ces systèmes, l'information sur ces différents aspects doit atteindre ces principaux acteurs et tous deux doivent avoir un mot à dire dans les prises de décision communautaires.

2.2 Les dispositions à prendre pour la maintenance locale et la construction

Un nombre croissant de systèmes d'eau villageois sont à l'heure actuelle entretenus par les villageois eux-mêmes. La construction et la maintenance des installations sanitaires sont de plus en plus réalisées par les villageois formés, et les ménages. Il devient donc de plus en plus important de planifier le profil des responsables et la nature de la formation au regard des tâches à exécuter.

Les décisions doivent être prises au cours du processus de planification et contenir l'information pour:

- le maintien de l'hygiène aux points d'eau;
- la maintenance préventive de l'équipement;
- la réparation de l'équipement;
- la construction de nouvelles installations, comme des points d'eau supplémentaires et des latrines.

Les expériences de terrain révèlent que dans le processus de prise de décision, il est important d'intégrer une approche spécifique au sexe. En effet, sans une analyse consciente de la division des tâches et de l'autorité, il se trouve souvent que les fonctions et la formation pour la maintenance des systèmes d'eau ou de construction de latrines, soient automatiquement occupés par les hommes, alors que les femmes sont ignorées, ou alors font ce travail quotidiennement en pratique, mais sans formation, sans reconnaissance ou encore sans compensations (Devi, 1988; Hannan-Anderson, 1990; McGowan et al., 1991; Versteijlen-Leyzer, 1991).

Les questions à approfondir sont les suivantes:

- Qui est le mieux placé pour gérer les sites de collecte d'eau et empêcher une utilisation abusive, comme par exemple le font, les enfants ou les animaux? Est-ce que les femmes détiennent une autorité suffisante et peuvent compter sur un appui des autres membres de la communauté pour gérer efficacement un site d'eau?
- Comment choisir les femmes capables avec assez d'influence, assez de temps et d'intérêt?
- Quels sont leurs besoins de formation?

- Quel est le rôle de la femme, qui visite quotidiennement les points d'eau ou dirige les visites des enfants, dans (a) la prévention et (b) la reconnaissance, le diagnostic et le rapport sur les problèmes techniques? Les femmes ont-elles besoin d'une formation pour cela?
- Est-ce que les femmes sont traditionnellement impliquées dans le plâtrage, la toiture, la construction ?
 - Seront-elles intéressées à actualiser leurs compétences?
 - Est-ce que la construction de certains types d'installations sanitaires est un travail culturellement plus approprié pour les femmes, par exemple les latrines familiales, les fourneaux améliorés et d'autres installations sanitaires qui exigent d'entrer dans l'intimité de la maison et de communiquer particulièrement avec les femmes?
- Est-il convenable de former les femmes à la maintenance et aux réparations des systèmes d'eau, et à la construction des installations sanitaires domestiques? Ou est-ce que cela n'importe-t-il pas, tant que les femmes prennent parti à la supervision et ont les moyens d'influencer la qualité de la construction et la maintenance?
- Si les femmes doivent être formées, quelles sont les implications pour le projet et pour les femmes?
 - Est-ce que cela rendrait la maintenance plus chère, par exemple parce que les femmes n'ont pas la mobilité de parcourir de longues distances?
 - Occasionnera-t-il pour les femmes-mécaniciens une double charge (travail et famille) moyennant une faible rémunération?
 - Ou apportera-t-il aux femmes une source de revenus et de compétences ?

En général, selon les expériences accumulées, les femmes sont d'excellentes gestionnaires sur les sites et se révèlent également très bonnes et consciencieuses dans la maintenance technique, particulièrement dans les projets de pompe manuelle.

La preuve en est donnée, par les plus longues et les plus importantes expériences menées avec des femmes-mécaniciens dans ce domaine (Jonsson et Rudengren 1991; Mauluka 1983; Paqui 1989; Poluha 1990; Sharma 1989; Sudjarwo 1988; Valera 1987) mais les coûts d'imprévus pour les femmes elles-mêmes sont substantiels.

Il existe également des projets ayant formés efficacement et employés ou mis à disposition des maçons féminins, par exemple au Lesotho, Mozambique et en Inde.

Il est cependant important de choisir les candidates qui conviennent le mieux, et d'adapter la formation et les conditions de travail. La sélection devra se faire de façon concertée avec un groupe de femmes, ce qui permettra un choix de bonnes candidates, d'obtenir un soutien dans la réalisation du travail, et d'offrir de l'aide pour les charges familiales lorsque les candidates vont à la formation, etc.

2.3 Les rôles des hommes et des femmes dans la gestion communautaire et les systèmes de financement

Lorsque les communautés prennent part au projet d'eau ou d'assainissement et ensuite gèrent le service qui en découle ou poursuivent l'installation des latrines familiales, il est nécessaire qu'une organisation collecte les contributions des communautés, supervise et contrôle le travail et d'une façon générale gère et administre le service communautaire mis en place.

Cette organisation peut se greffer sur une institution villageoise existante qui est en charge de tous les services locaux, comme un conseil de village ou un comité de développement villageois (par exemple les "juntas de accion communal en Colombie"), ou alors sur une organisation plus spécialisée, comme un comité pour la santé ou le bien-être social ou le club des mères ou encore une organisation créée spécialement, comme un comité d'eau communal ou une commission d'eau régionale (Espejo 1989; Evans 1992; Janssen 1988).

Parmi les désavantages des organisations générales existantes comme les conseils, on peut noter un manque de membres féminins et leur large zone d'intérêt. Par conséquent, il est parfois plus avantageux d'utiliser une organisation existante en charge des affaires de santé, lorsque cette organisation fonctionne bien, ou est susceptible d'être renforcée; dans certains cas, il convient d'en créer une nouvelle.

Quelque soit la situation, il est généralement nécessaire de procéder à une activité de réorganisation, comme celle d'intégrer des membres féminins et de s'assurer qu'elles soient bien des membres actifs et responsables et non fictifs.

Dans certaines cultures, les femmes préfèrent former des comités à part et agir comme groupe de contrôle et de pression. Des méthodes existent pour impliquer les femmes dans les organisations de gestion ou des comités; elles sont présentées dans la section 4.5.

Les systèmes de financement

De plus en plus on demande aux villageois de contribuer aux coûts d'exploitation et de maintenance, et parfois aussi, au coûts d'investissement, des systèmes d'eau améliorés et aux coûts d'installation des latrines et d'autres dispositions sanitaires.

Comme cela a déjà été indiqué ci-dessus, lorsque des montants égaux sont demandés aux hommes et aux femmes (par exemple 20 schillings pour chaque "adulte" ou "une personne valide"), cette égalité peut être faussée si les hommes et les femmes paient chacun ce montant de leurs propres revenus en sachant que les femmes ont des revenus plus faibles que les hommes.

La durée, le lieu, la nature (espèce ou nature) et la fréquence des paiements ne peut pas non plus convenir aux femmes. Des tarifs mensuels, par exemple, peuvent créer un problème dans les régions où l'argent n'est disponible que journalièrement ou alors seulement après la vente de la récolte. Un inventaire des différentes modalités de paiement peut aider les différents groupements villageois à choisir, d'un commun accord, le système de financement le plus approprié pour les femmes et les hommes (IRC, 1988).

En percevant et en gérant les fonds, les femmes jouent un rôle majeur (Wijk, 1985; 1992). Les raisons possibles en sont que les femmes trésorières sont plus intègres et qu'elles sont très motivées à maintenir fonctionnel, un approvisionnement en d'eau domestique ou un projet sanitaire et que les visites domiciliaires entreprises par des percepteurs masculins sont moins bien acceptées.

Cependant, la plupart des femmes trésorières revendiquent des conditions meilleures de travail, et une formation plus pratique et concrète sur la gestion financière et le financement. Lorsque les femmes sont impliquées en tant que perceptrices, leur charge de travail ne doit pas s'accroître sans des avantages notables. Ces avantages pourraient permettre aux perceptrices d'acquérir un statut et/ou une compensation en cas de surcharge; et aux femmes dans l'ensemble, d'accéder à un meilleur service d'eau ou d'assainissement.

Les femmes-perceptrices et trésorières pourraient ainsi avoir un aperçu et obtenir le contrôle sur l'utilisation rationnelle des fonds collectés à travers un système de comptabilité adéquat. Les détails des instruments pour la gestion des fonds, la collecte, l'administration et la comptabilité financière et ses aspects selon les sexes sont analysés dans la section 4.6. Mise en place des systèmes de financement locaux.

2.4 Améliorations de l'hygiène et de l'éducation de l'hygiène

Le contenu d'un programme d'éducation de l'hygiène est souvent défini par l'équipe du projet, qui a observé les différents aspects de l'hygiène à changer. Cependant, les hommes et les femmes diffèrent souvent dans leurs priorités de l'hygiène et donc dans leur volonté à utiliser des ressources pour améliorer les conditions de l'hygiène. L'équipe de projet peut avoir aussi oublié, ou ne pas avoir vu de problèmes que ni même la communauté n'a pas indiqué.

Une première étape pour l'éducation de l'hygiène et le programme d'amélioration de l'hygiène spécifique selon les sexes, consiste à déterminer ce que les hommes et les femmes considèrent comme la santé ou des problèmes d'hygiène au sein de leurs foyers et dans le village, puis quel type de changement est souhaité. Cet exercice peut être réalisé au moyen de différentes méthodes et instruments participatifs. Les exemples sont:

- une discussion avec les hommes et les femmes sur les risques environnementaux ou l'hygiène dans leur village, en utilisant des images existantes sur les pratiques à risque, et les conditions typiques du village ou de la région, ou en stimulant les villageois à réaliser leurs propres images, en utilisant des jeux de formes et de figures (une source d'eau non protégée, un robinet cassé ou une pompe manuelle, un récipient de stockage d'eau potable, des latrines non utilisées, un enfant déféquant près d'un cours d'eau ou d'une école, des hommes et des femmes utilisant des pratiques d'hygiène différentes);
- une promenade environnementale avec des chefs villageois féminins et masculins pour observer les conditions et les pratiques et inventorier les différents risques sanitaires. Une enquête participative au niveau du village (par exemple, une évaluation participative rapide);
- Un jeu (dans plusieurs pays, des jeux ont été développés faisant intervenir des joueurs pouvant identifier les problèmes du village et des ménages en matière de santé environnementale).

La section 4.8. apporte de plus amples références sur le développement et l'utilisation des méthodes et des outils participatifs par l'équipe du projet.

2.5 La protection des ressources en eau et l'amélioration des conditions écologiques

Les projets villageois d'approvisionnement en eau à faible coût utilisent généralement deux types de source d'eau:

- les eaux de surface, qui sont souvent un cours d'eau de montagne limpide, au moyen de schémas de gravitation;
- les eaux souterraines au moyen de pompes manuelles;
- Le manque de protection de source d'eau et la dégradation de l'environnement représentent un impact négatif sur la qualité de l'eau et la quantité dans les deux types de projet.

Dans les projets par **gravitation**, le premier problème est la dégradation de la qualité de l'eau : l'aspect trouble (forte charge vaseuse ou turbidité) et la contamination bactériologique. Le déboisement et l'utilisation de la terre dans les zones de réception provoquent une forte érosion des sols. Une partie de ces sols est érodée par les cours d'eau, ce qui cause la turbidité des rivières, particulièrement en saison des pluies.

D'autres problèmes courants concernent les deux types de projet :

- une diminution de la quantité d'eau dans les cours d'eau, lorsque moins d'eau de pluie s'infiltré dans le sol, ce qui peut provoquer un assèchement progressif de la région;
- la contamination chimique lorsqu'un surplus de pesticide et de fertilisants est déversé dans la source;
- la contamination bactériologique est due, principalement à un surpeuplement dans une zone de captage par des populations ne disposant ni de véritable assainissement du milieu environnemental, ni d'habitudes hygiéniques.

Dans les projets par **pompes manuelles**, les problèmes dus à la quantité et la fiabilité des pompes à main surgissent lorsque la nappe d'eau phréatique baisse, à cause d'une surexploitation (par exemple pour l'irrigation) ou par la désertification. La qualité de l'eau peut aussi être compromise lorsque les fosses des latrines sont construites proches des puits peu profonds ou que des produits chimiques sont utilisés pour l'agriculture ou l'horticulture autour du puits peu profond.

Les problèmes d'insuffisance d'eau ou d'eau turbide affectent principalement les femmes et peut les contraindre à s'alimenter aux sources d'eau plus distantes ou à en utiliser d'autres temporairement, moins vaseuses, qui peuvent, pourtant, être bactériologiquement moins potables. Les zones de réception pour les schémas par gravitation doivent être protégées, pour éviter l'érosion et le peuplement autour des sources d'eau, en plantant des arbres et de l'herbe, en évitant l'excès de pâturage et en améliorant les habitudes paysannes, comme le terrassement et le labourage en courbes de niveau. Les eaux souterraines devront être protégées en régulant le pompage de l'eau et en empêchant la pollution de la nappe phréatique.

La plupart des mesures nécessitent ou peuvent bénéficier d'une étroite coopération des habitants de la région. Par exemple, les projets d'approvisionnement par gravitation au Guatemala et en Tanzanie, posent comme première condition que les villageois plantent des arbres dans la zone de captage avant que la construction de l'approvisionnement en eau ait commencé.

Le terrassement devient plus intéressant pour les fermiers et fermières lorsque les lignes de contour et les monticules sont plantés avec des herbes hautement nutritives (fourrage). D'une part, les herbes/ racines retiennent le sol et empêchent l'érosion et d'autre part, les femmes peuvent utiliser les plantes et les donner comme fourrage aux animaux dont elles s'occupent.

D'autres projets d'eau incluent les volets "pépinières et la transplantation des jeunes plants" sur les zones de captage et autour des fermes, ou alors "des pépinières et le reboisement" comme projets générateurs de revenu pour les femmes, par exemple de l'Association des Femmes Indépendantes (SEWA) à Gujarat, en Inde.

La participation des villageois implique l'identification des problèmes locaux, la recherche de solutions, leur mise en oeuvre et leur gestion. Deux cas, l'un en Amérique Latine et l'autre en Asie illustre ce principe. Une station de traitement d'eau dans un village en Amérique Latine est tombée en panne à cause de la trop forte charge en fèces animales dans la source, une petite rivière de montagne. L'ingénieur a proposé aux villageois de clôturer la source, mais ces derniers ont refusé, arguant le fait que, premièrement, les fils de fer barbelés seraient volés, et que deuxièmement, ils ne pouvaient clôturer des pâturages qu'ils ne possédaient pas et que par ailleurs, ils n'avaient même pas d'enfants à envoyer faire paître le bétail du fait qu'ils étaient en âge scolaire.

Cependant, comme les villageois percevaient fort bien le problème et ses effets sur le système d'eau du village, ils trouvèrent une alternative. Un dimanche, tous les villageois portés volontaires, ont planté des broussailles armées de piquants autour de la source d'eau. Ceci a contraint le troupeau à paître et à boire en aval de la source d'eau, et résoudre ainsi le problème, à la satisfaction de tous.

Au lac Sukhna, proche de Chandigarh, en Inde, un autre problème identique, d'envasement a été résolu par les habitants du village, qui pris le contrôle d'un surplus d'eau provenant d'une chute d'eau à la tête de la ligne de partage des eaux, et on fait une petite retenue d'eau dont ils n'avaient même pas besoin de surveiller le remplissage et purent ainsi utiliser cette eau, pour l'irrigation locale. Une partie de la gestion, consistait à contrôler l'excès de pâturage et l'érosion dans la zone.

L'expérience dans la gestion de l'eau et des sols montre qu'en matière de participation et de gestion, il est nécessaire de faire une distinction entre les rôles de, et les avantages pour, les hommes et les femmes (DGIS, 1990). Les différentes conceptions et ressources pour la protection des sources d'eau ne peuvent se decerner que si les hommes et les femmes sont consultés séparément. Les hommes et les femmes utilisent et conçoivent la terre différemment. Une femme peut, par exemple, se sentir plus concernée par le travail de la plantation, encore qu'elle ne peut pas planter des arbres qu'elle a constitués en pépinières, parce qu'elle n'a pas un mot à dire sur l'usage de la terre familiale, ou qu'elle n'a pas le droit de posséder les arbres, qu'elle a planté et dont elle a pris soin.

Concernant les projets de reboisement dans les zones de captage, les différences entre les sexes se révèlent notamment dans la connaissance et l'expérience des espèces qui conviennent le mieux pour satisfaire les besoins locaux (par exemple, une espèce d'arbre pour le bois de chauffage, une autre pour la construction ou la production de fruit) et des espèces qui s'adaptent mieux aux conditions locales. Les eucalyptus, par exemple, sont souvent plantés parce qu'ils poussent rapidement, mais les femmes ne les apprécient pas d'une part, comme bois de chauffage parce que le bois brûle trop vite, et d'autre part, parce qu'ils abaissent la nappe phréatique, donc sont responsables de l'assèchement des puits (Shiva, 1988).

Il s'agira également de porter toute son attention sur la division du travail pour la protection du réceptacle et la réhabilitation écologique, pour éviter que la plus grande part du travail pénible soit à la charge des femmes, alors que les fruits de leur travail servent à d'autres, peut-être même seulement une petite élite (Leach, 1992; Bruce et Fortman, 1992).

Enfin et surtout, les femmes devraient participer à la gestion de l'ensemble des sources d'eau villageoises, de façon à assurer qu'à la fois, les intérêts des hommes et des femmes dans l'utilisation de ces ressources sont satisfaits et que des compromis peuvent être trouvés dans les cas de conflits d'intérêts (Murre, 1989).

Dans de nombreuses régions où la même eau doit être utilisée à la fois pour le bétail ou l'irrigation et l'emploi domestique, des dispositions de gestion spéciale de l'eau, sont nécessaires pour protéger les intérêts de chacun des groupes d'utilisateurs. Les mêmes mesures doivent être prises dans des villages où sont introduites de nouvelles sources d'eau potable (robinets, forages) à côté des sources déjà existantes (puits, mares).

Si les femmes responsables de l'eau potable, ne participent pas sérieusement au contrôle de l'ensemble des sources, il s'avère que finalement elles perdent tout, et ne trouvent même plus d'eau, ni même polluée ou souillée dans un environnement inaccessible, et/ou même les systèmes traditionnels ont été négligés et asséchés (Rao, 1991; Loenen, 1983).

2.6 Optimiser les avantages du projet pour les femmes

Charge de travail et commodité

Un des plus grands avantages des projets d'approvisionnement en eau domestique et d'assainissement, consiste à pouvoir soulager la charge de nombreuses femmes qui luttent pour obtenir assez d'eau pour les besoins familiaux, la maintenance de la maison, la lessive, garantir l'intimité et la sécurité au cours de ces activités d'hygiène et d'assainissement.

- un accès facile et une exploitation des services d'approvisionnement en eau;
- une gestion du temps plus facile et une plus grande sécurité lors de la collecte de l'eau et dans l'utilisation des latrines, même de nuit;
- une facilité d'exploitation et de propreté des installations;
- une utilisation d'une plus grande quantité d'eau;
- une utilisation productive des gains de temps.
- constituent quelques uns des avantages qui ne profitent pas seulement aux femmes mais à toute leurs familles.

Ces avantages, qui sont tous déterminés par le degré de consultation des femmes et qui peuvent influencer la conception, la situation et l'utilisation de l'approvisionnement en eau et les installations d'élimination des déchets, sont présentés dans la section 2.1.

Fiabilité

La fiabilité des services d'approvisionnement en eau domestique ou d'assainissement dépend, à part ses convenances techniques dans la conception et son côté abordable par les usagers, du degré de contrôle de ces usagers, hommes et femmes, sur le fonctionnement du système. Ceci implique que, lorsqu'une organisation gère le service, les femmes devront être représentées dans cette organisation et que ces représentantes ne sont pas simplement des figurantes, mais des femmes qui peuvent s'élever pour défendre les intérêts communs aux femmes et à leur communauté, et faire preuve d'autorité et de respect.

De plus, peu importe si les services sont gérés par la communauté ou par un département d'eau, les femmes doivent avoir l'occasion d'influencer les heures d'exploitation et les régulations des usagers lorsque des restrictions sur l'utilisation de l'eau sont nécessaires pour des raisons techniques, sanitaires ou économiques.

L'influence des femmes sur la distribution de l'eau est indispensable dans les cas où le service de l'eau ou le comité de gestion locale rationne l'eau en n'autorisant que quelques heures d'approvisionnement par jour (Inde, Egypte) ou en fermant des bornes-fontaines hormis aux heures de pointe (Malawi). Lorsque les femmes ne sont pas informées et ne peuvent pas participer dans ces décisions relatives au système de répartition de l'eau, la gestion domestique devient très difficile et il devient dès lors, obligatoire pour les femmes, d'envoyer les jeunes enfants au point d'eau pour attendre l'arrivée de l'eau.

Quand les femmes n'ont rien à dire sur les régulations de l'utilisation de l'eau, et que les autorités interdisent la lessive aux abords des puits et des robinets, par crainte de la contamination et des conditions non hygiéniques, les conséquences en sont que les femmes et les enfants sont contraints à continuer d'utiliser des sources d'eau infestées par la bilharziose pour la lessive et la toilette, puisque puiser toute l'eau à la pompe ou au robinet et la porter jusqu'à la maison occasionne une plus grande perte de temps et une intensification de la charge de travail, que d'apporter le linge et les enfants à la source, particulièrement lorsque les distances sont longues et le parcours difficile.

Finalement, la fiabilité du service dépend de la qualité de l'exploitation et des dispositions prises au niveau de la maintenance et de leur supervision (sur quoi les femmes doivent avoir une influence, comme cela a été analysé dans la section 2.2.) et du degré de responsabilité de l'organisation de gestion de ses services face aux clients cotisants. Précisément, lorsque d'autres moyens pour influencer la qualité d'un service sont absents, le non-paiement demeure souvent la seule voie pour les usagers d'exprimer leur mécontentement. Une façon d'améliorer le service et la volonté de payer est de donner la parole aux usagers, par exemple, lors de la présentation de la comptabilité par l'opérateur du système à l'organisation villageoise ou lors des assemblées annuelles, d'usagers.

Les avantages sociaux

Les avantages sociaux sont multipliés lorsque les femmes sont reconnues comme des gestionnaires de l'eau et des déchets, elles obtiennent le soutien, les fonctions et la formation. Pour pouvoir accorder ces apports, cela suppose d'abord l'obtention d'un soutien des hommes, pour empêcher l'obstruction ou la jalousie (El Katsha et Watts, 1993; Elmendorf, 1990; Gurung et al., 1989; Kwaule, 1993; Kumar, 1992, voir aussi la section 4.1., Obtenir le soutien pour l'implication des femmes).

Le renforcement du statut contribue aussi à être mieux capable de préserver l'hygiène personnelle, car il est très décourageant de soutenir sans cesse des efforts pour maintenir la propreté, qui seraient immédiatement réduits à néant par les conditions insalubres et contagieuses de l'environnement (Chart, 1984).

Quelques avantages sociaux supposeront une attention toute particulière, comme par exemple les occasions de se rencontrer aux points d'eau pour les femmes vivants dans des cultures où elles font l'objet de discrimination et où elles sont tenues à l'écart.

Des occasions de rencontres peuvent être organisées grâce au gain de temps et aux tâches quotidiennes plus légères (des robinets ou des latrines seraient installées dans les ménages, et les enfants -jeunes filles-, ne seraient plus soumis à la corvée de l'eau, ce qui représenterait une aide précieuse pour la maison).

Les avantages économiques

Dans certains cas, la réduction substantielle du temps, pour la collecte d'eau, l'assainissement, et l'hygiène domestique, a permis la production à petite échelle, (l'élevage animal, l'horticulture et la fabrication de bière) etc.. (Wijk, 1992).

L'emploi économique du temps et de l'eau peut être intensifié lorsque la conception technique ainsi que d'autres éléments du projet sont planifiés en tenant compte de ces éléments.(par exemple des études de marché, formation de compétences, accès au crédit, voir section 1.2).

Les avantages sanitaires

Les avantages sanitaires des projets d'eau et d'assainissement peuvent être multipliés lorsque les femmes bénéficient d'un accès plus facile et d'une quantité d'eau plus grande grâce à de plus petites distances parcourues, et à une meilleure fiabilité et grâce à la salubrité du stockage et les conditions de sécurité lors du puisage de l'eau.

Ces avantages peuvent être également multipliés pour améliorer d'autres conditions et pratiques qui créent un risque de transmission des maladies pour l'environnement quotidien de la population. Comme ces conditions et pratiques sont fortement locales et spécifiques aux cultures, ces avantages sanitaires peuvent être optimisés seulement lorsque les hommes et les femmes sont activement impliqués dans l'identification des risques et des activités de résolution des problèmes (Wijk et Murre, 1994).

Mesurer objectivement les avantages sanitaires, aussi bien pour les femmes que leurs familles, représente un exercice très difficile. La plupart des pays ne tiennent pas de statistiques sanitaires précises et, en les analysant, il n'est souvent pas possible de distinguer les villages disposant d'un système d'eau et d'assainissement amélioré et opérationnel et les villages n'en disposant pas. Cependant, il est possible de mesurer le changement de comportement et donc d'obtenir une bonne indication des avantages potentiels (Boot et Cairncross, 1993). Les systèmes de contrôle basés sur la communauté peuvent être utilisés comme un élément dans ce processus et représentent également un instrument éducatif pour les villageois et les associations de gestion locales (Narayan-Parker, 1993). Ces systèmes et les rôles des femmes y participant sont dans la prochaine section.

2.7 Les systèmes de contrôle communautaire

Lorsque les communautés gèrent leur propre source d'eau, et le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement, il importe qu'à la fois les communautés et les services régionaux et nationaux responsables de l'ensemble des conditions, ne perdent pas de vue l'analyse de la performance.

Cela s'applique à la performance technique: exploitation et maintenance des systèmes; préservation de la qualité et de la quantité; disponibilité des pièces de rechange.

A l'administration: pourcentage des performances financières des ménages usagers, et à la performance de la santé et de l'hygiène: l'entretien environnemental et l'utilisation hygiénique).

De plus en plus, les villageois sont formés pour entreprendre des visites de contrôle des installations, et tenir un registre simple du système. Par exemple noter la fréquence des visites, la durée et la nature des pannes en approvisionnement en eau, l'entretien par un mécanicien ou une organisation de surveillant et le comité d'eau villageois (par exemple dans certains projets en Tanzanie et par des femmes surveillantes de robinets à Kerala).

L'entretien et l'utilisation des latrines institutionnelles, le nombre, l'hygiène et l'utilisation des latrines domestiques sont contrôlées par l'école, ou l'employé de santé villageois, ou par une association de volontaires ou encore par le comité villageois d'eau, par exemple à Gujarat et Kerala en Inde. La formation à la comptabilité est très importante pour le contrôle financier, dans la mesure où le contrôle est maintenant sous la responsabilité des villageois dans un grand nombre de projets (Wijk, 1992).

Le contrôle peut également être analysé sous l'angle de la spécificité selon les sexes lorsqu'il s'agit de préciser qui est le mieux placé pour collecter les données et les utiliser comme un instrument pour la gestion et le contrôle. La tenue du cahier comptable et les rapports sur les points d'eau sont souvent mieux exécutés par les femmes, dans la mesure où elles visitent quotidiennement les points d'eau, et qu'elles sont donc les premières à remarquer les problèmes et à avoir tout intérêt à ce qu'une réparation rapide soit faite. De plus, tenir un registre accroît le statut et l'importance d'un travail de surveillant de robinet ou mécanicien de pompe. Les femmes qui ne sont généralement pas alphabétisées sont capables de tenir un cahier grâce à l'aide de leurs enfants, ou alors le projet a développé un système de registre imagé (projet d'assainissement dans l'Uttar Pradesh).

Le contrôle, qui suppose des visites domiciliaires (par exemple dans les projets de latrines), sont souvent mieux acceptées culturellement si elles sont menées par les femmes. Pour éviter la surcharge de travail des femmes, des mesures spéciales doivent être prises, comme par exemple, aider les femmes à choisir les personnes qui ont le temps et sont acceptées et respectées par les autres femmes ; les aider à organiser le travail et pouvoir compter sur le soutien d'autres membres de la communauté (voisins, parenté) qui peuvent les aider à s'occuper des enfants ou dans les travaux domestiques.

Il est important d'éviter que les femmes et les hommes exécutent tout ce travail concret de contrôle et de rapport sans connaître les objectifs d'utilisation de ces données, sans constater l'effet du contrôle et sans avoir la possibilité de rapprocher les résultats à une gestion adéquate du système d'eau ou du projet d'assainissement.

3. La spécificité du genre dans le contrôle, le compte rendu et l'évaluation du projet

3.1 Suivi et compte-rendu de l'évolution du projet

Un grand nombre de projets d'eau et d'assainissement ne rapportent encore que les progrès physiques et financiers: nombre de pompes, latrines installées, nombre et type de travaux majeurs réalisés comme l'adduction, la ligne de transmission, le réservoir de stockage, l'usine d'épuration, les kilomètres de conduites installées, et les montants des fonds dépensés par rapport au montant budgétisé.

En revanche, Il est moins commun qu'un projet contrôle et transmet l'information au sujet de la participation communautaire sur l'éducation de la santé, les activités réalisées, par exemple le nombre et le type de rencontres tenues, les organisations communautaires mises en place ou réactivées, les formations apportées.

Il est également très rare que ces rapports précisent la spécificité des sexes, par exemple le pourcentage de la population villageoise ayant participé à une rencontre du projet ou d'activité d'éducation de l'hygiène et, plus précisément le pourcentage de représentants masculins et féminins.

Bien que quelques statistiques-clefs sur la participation féminine et masculine puissent être très révélatrices, elles ne donnent cependant que peu d'information sur la qualité des aspects du programme.

Le simple fait que les femmes assistent à une réunion, participent à une session d'éducation de la santé ou sont formellement membres d'un comité de gestion local, ne révèle ni: si leur opinion est entendue et comprise sérieusement (les femmes sont-elles des membres passives ou au contraire des planificatrices actives?); si les membres féminins du comité assistent aussi aux rencontres du comité; si les décisions prises lors de ces rencontres reflètent le point de vue des femmes; si les fonctionnaires féminins sont connus et en contact avec les autres femmes (GTZ, 1989b).

Il est de ce fait très important de définir un certain nombre d'indicateurs spécifiques au genre, et pertinents, pour contrôler à la fois, la quantité et la qualité de la participation communautaire, et les activités d'éducation de la santé.

3.2 L'évaluation spécifique selon les sexes du fonctionnement durable, de l'utilisation et de l'hygiène

Considérant le faible taux de continuation des projets rendus à terme, les bailleurs de fonds et les gouvernements nationaux accordent maintenant une plus grande attention à la durabilité et à la reprise des projets, au niveau des villages.

Les questions types sont les suivantes :

- Est-ce que l'approvisionnement en eau fonctionne encore et quelles sont les performances en termes de quantité, qualité, fiabilité et drainage?
- Est-ce que les installations salubres d'approvisionnement en eau, et d'élimination des déchets sont utilisées par la majorité de la population, en toutes saisons, et d'une manière hygiénique? Quelles sont les installations au niveau des institutions publiques (écoles, centres de santé)?
- Est-ce que le service a été étendu à de nouveaux quartiers dans le village, ou de nouvelles familles se sont-elles reliées; a-t-on construit une latrine ou une fosse à déchets ou des fourneaux améliorés?
- Est-ce que les activités locales d'éducation de l'hygiène se poursuivent? Est-ce que les pratiques de l'hygiène sont promues ou peuvent-elles l'être?

Pour une telle évaluation, il importe impérativement de la mener en promouvant la politique du genre. (Hannan-Anderson, 1990; UNDP, 1987)

Par exemple, quant au fonctionnement des services:

- Quels sont les rôles respectifs des hommes et des femmes dans l'exploitation et la maintenance, la gestion, les coûts de financement?
- Qui fait le travail et qui obtient la formation la fonction et le paiement?
- Est-ce que les hommes et les femmes sont préparés pour les tâches techniques et administratives y afférentes? Ont-ils accès à un appui extérieur en cas de besoin?

D'autres questions analysent les différences, résultant de l'implication des hommes ou des femmes:

- Est-ce que les systèmes techniquement fiables, fonctionnent mieux lorsque les femmes sont fortement impliquées, plutôt que des systèmes définis par l'absence d'implication féminine ou alors avec une très faible implication?
- Est-ce que le fait que les femmes soient choisies pour occuper des fonctions précises, telle que trésorières, implique-t-il une différence dans la formation et la gestion financière du système? (INSTRAW, 1992c)

D'autres questions traitent de l'utilisation spécifique aux sexes:

- Qui utilise l'approvisionnement en eau et les installations d'élimination des déchets et dans quels buts?
- Est-ce que les hommes et les femmes en bénéficient différemment, par exemple par rapport à l'utilisation économique de l'eau et des déchets?

Les services ne devraient pas rester statiques afin de perdurer le niveau du service local ; les approvisionnements en eau doivent être étendus et la construction des installations sanitaires doit continuer.

Il est dès lors nécessaire d'identifier qui a été capable de construire de telles nouvelles installations : est-ce seulement les hommes et les femmes les plus riches ou/et les mieux placées

dans les villages les plus nantis, ou de nouveaux ménages dans des villages défavorisés et parmi ces ménages ont-ils été capable d'en obtenir l'accès ?

Lorsque les chefs féminins et masculins et les représentants prennent parti à une telle évaluation, l'activité peut constituer un apprentissage aussi bien pour le service et les bailleurs de fonds que pour le village lui-même.

3.3 Mesurer l'impact du projet sur les hommes et les femmes

Impact sur les femmes

Puisque les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement profitent en particulier aux femmes, il n'est pas surprenant que les projets aient analysés précisément l'impact sur ce groupe. Généralement, ceci est fait de manière qualitative et indirecte, en décrivant les conditions de l'approvisionnement en eau et d'élimination des déchets, le travail et l'influence des femmes aussi bien avant le projet, qu'après.

Ceci peut également se faire plus directement en posant des questions aux femmes pour connaître leurs points de vue (Bosch, 1989; Narayan-Parker, 1990; Perett, 1985; Wakeman, 1995). Cette analyse dit de "changement" est utile, parce que cela permet de déterminer l'impact ressenti du projet, par exemple, sur la facilité de gestion, le temps, la production, le pouvoir, l'organisation, la confiance en soi, le savoir-faire technique et administratif, la propreté, l'intimité et la salubrité.

Impact sur les hommes et la coopération entre hommes et femmes

Il est moins fréquent que les projets analysent aussi bien, les changements au niveau des hommes autant que la coopération entre les hommes et les femmes. Actuellement, ces impacts sont aussi importants, puisque les projets d'approvisionnement en eau et sanitaires sont des projets conçus pour l'ensemble du village ; ils impliquent donc un soutien aussi bien des hommes que des femmes. Le soutien continu par quelque catégorie que ce soit dépendra du degré d'avantages que chaque groupe peut percevoir du projet (Wakeman, 1995).

A cet égard, accorder un intérêt aux avantages ressentis par les hommes, peut empêcher ces derniers de considérer l'approvisionnement en eau domestique ou l'assainissement amélioré comme une commodité concernant principalement les femmes et comme pas très pertinent pour eux-mêmes ; en effet, de leur point de vue, il y a toujours de l'eau à la maison, même sans un approvisionnement en eau moderne, et il est vrai que les problèmes des déchets concernent davantage les femmes. Toute analyse de changement, intégrant également l'évaluation des effets négatifs, devrait de préférence être effectuée sans les hommes aussi bien qu'avec les femmes, pour que les hommes soient conscients de l'importance d'un approvisionnement amélioré en eau ou l'assainissement pour l'ensemble de la famille.

Impact sur la santé

Pour pouvoir déterminer l'impact du projet sur la santé et l'hygiène, il est conseillé de d'intensifier la collecte de données quantitatives sur les pratiques sanitaires. Comme cela a

d'ailleurs été mentionné auparavant, montrer un impact statistique sur la santé représente un exercice complexe, principalement à cause de la trop longue durée d'investigation, et de la probabilité de variable intervenant dans les conditions du terrain.

Si les projets veulent apprécier les avantages de la santé, il est donc plus utile de déterminer l'emploi de l'eau, et les pratiques de l'hygiène suivantes:

- Est-ce qu'il y a plus d'eau puisée et utilisée qu'auparavant?
- Est-ce que la qualité de l'eau s'est améliorée dans le système ou dans les maisons?
- Est-ce que toutes les familles n'utilisent que l'approvisionnement en eau protégé, au moins pour l'eau de boisson?
- Est-ce que l'élimination des déchets a été améliorée?
- Est-ce que les conditions et les pratiques d'hygiène à risque, ont été réduites?

Comme les tâches et les pratiques de l'hygiène diffèrent entre les hommes, les femmes et les enfants, il sera nécessaire de collecter séparément un tant soi peu des données différentes pour chaque catégorie, puis de les analyser sous l'angle des spécificités des sexes et de l'âge. Des guides d'emploi sur ce type d'étude, sont actuellement disponibles, suite à des échanges d'expériences internationales sur l'emploi de l'eau et des études d'hygiène (Boot et Cairncross, 1993; Bentley et al., 1994).

Impact sur les conditions économiques

Mesurer l'impact économique de l'approvisionnement amélioré en eau ou de l'élimination des déchets, est utile dans les cas où la différence avec la situation originelle est grande et où d'autres exigences économiques, comme la terre, le crédit, la formation, le transport et les emplois étaient soit déjà traduites en mesures ou ont été incluses dans le projet (Wijk, 1992; Bah, 1988; Carr et Sandhu, 1988).

Les mesures devront contenir l'aspect du temps et de l'utilisation de l'eau par les femmes ; de préférence effectuer l'analyse à la fois dans un village ou une région pourvue d'un service d'eau amélioré et un village identique ou une région témoin ne disposant pas d'un tel service (étude comparative). Alternativement, les données sur le temps et l'utilisation de l'eau, peuvent être collectées avant et après l'étude de projet. La troisième possibilité, qui est la plus coûteuse, est de combiner l'étude comparative et l'étude sur le temps, en utilisant ce qu'on appelle une conception expérimentale étude "avant-après" dans une région donnée, d'étude et de suivi. Un passage en revue des études existantes a montré qu'il est nécessaire de mener une étude sur la base d'une méthodologie bien définie (Kamminga, 1991).

4. *Méthodes et outils*

4.1 **Obtenir un soutien pour l'implication des femmes**

Raisons pour obtenir le soutien

Bien que les femmes soient les plus impliquées et les mieux informées sur l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, les hommes aussi bien que les femmes pensent généralement que les projets, pour améliorer ces conditions, ne soient réalisés qu'avec les hommes. En conséquence, il est nécessaire d'obtenir la compréhension et le soutien pour la participation des femmes aussi bien des hommes que des femmes. En outre, les deux catégories doivent comprendre que, comme les femmes sont souvent dans une position inférieure, des efforts spéciaux sont nécessaires pour viser leur implication.

Lorsque ce besoin pour l'action de rattrapage des femmes n'est pas compris et accepté, les hommes se sont quelquefois sentis exclus ou dépassés par le projet. Il est apparu aussi qu'un sentiment de compétition accompagné d'effets négatifs fût créé. Par exemple, un groupe d'homme à Kibwezi, au Kenya, a commencé à cultiver des tomates près d'une pompe lorsqu'ils virent un groupe de femmes se lancer dans la même activité et devenir concurrentiel ; il en a résulté que le marché a été inondé de tomates et que les prix ont chuté.

Méthodes pour obtenir le soutien

Pour obtenir l'appui de la part des hommes pour l'implication des femmes, il est indispensable de contacter les chefs de village masculins au début du processus et d'expliquer pourquoi l'implication des femmes du village est souhaitée dans la préparation, la planification et les prises de décision du projet. Les chefs peuvent alors être consultés à propos de la meilleure façon de procéder pour entrer en contact avec les femmes, et les convaincre de leur soutien aux initiatives du projet.

Constituer une équipe féminine dans le projet pour pouvoir rencontrer au mieux les femmes du village représente un avantage ; mais une équipe masculine est aussi acceptée lorsqu'elle lutte en faveur de l'implication des femmes et que le but de leurs efforts est compris et accepté. Ceci s'est même produit dans des pays où habituellement les hommes, hormis la famille, ne sont pas autorisés à rencontrer des femmes (par exemple au Bangladesh; Abdullah et Boot, 1989). Souvent, il y a aussi une intermédiaire féminine utilisée pour contacter et réunir les femmes et introduire un travailleur masculin du projet. Il s'agit d'une femme du village qui, grâce à sa formation et sa position, par exemple sage-femme ou institutrice, est acceptée comme intermédiaire au niveau des deux sexes et jouit ainsi d'un certain respect pour pouvoir assumer ce rôle dans le village.

Une étape majeure pour obtenir le soutien des femmes en faveur de leur participation, est la transmission et le partage de l'information sur le projet et les discussions à propos des raisons et des moyens pour les femmes de prendre part dans les décisions locales et la gestion. Les méthodes de transmission et du partage de l'information au niveau des femmes sont présentées dans la section 4.2.

Une seconde étape est de les amener à se réunir et d'obtenir un soutien dans l'unité. Ceci peut être réalisé soit au travers de rencontres séparées (voir la section 4.3) soit en travaillant à partir des formes d'organisations féminines existantes ou d'un réseau.

Cependant, les organisations féminines n'atteignent pas nécessairement toutes les femmes. Les femmes les plus défavorisées, ne sont souvent pas membres d'organisations féminines formelles et pour pouvoir toucher ces femmes, d'autres canaux doivent être employés, comme par exemple, des contacts aux lieux de réunion des femmes, ou des rencontres le soir chez elles. (Wijk, 1985; Sundararaman, 1986; Karp et al., 1990).

L'objectif de la première assemblée réunissant les femmes du village est de procéder à une identification des problèmes communs et leur inventaire:

- Quelles sont les pratiques des femmes actuellement par rapport à l'approvisionnement en eau et l'assainissement?
- Est-ce qu'elles rencontrent des problèmes et si oui, de quel genre?
- Est-ce que ces problèmes sont liés à d'autres questions d'intérêts touchant particulièrement les femmes, et comment peuvent-elles être impliquée dans le projet?

Une autre question est, comment obtenir le soutien des hommes, particulièrement des maris et des pères, quant à la participation des femmes. Souvent, ceci a amené des suggestions valables de la part des participants à propos du projet et des activités entreprises par les femmes elles-mêmes pour éviter les problèmes et surmonter les contraintes.

Là où les femmes n'ont jamais observé un tel processus auparavant, de telles discussions leur ouvre des horizons et représentent une première étape vers une action plus concertée.

4.2 Rendre l'information accessible aux femmes

Des réseaux d'information conçus selon les sexes

Les projets font souvent l'hypothèse que l'information transmise aux hommes atteindront les femmes par la suite. En réalité, ce n'est pas forcément le cas, puisque dans beaucoup de cultures, les hommes ne mélangeront pas les affaires publiques avec les affaires privées et ainsi ne discuteront pas un projet d'approvisionnement en eau ou d'assainissement dans leur foyer (Wijk, 1985; Karp et al., 1990; Olsson et al., 1990; Tunyayvanich et al., 1987).

Les hommes et les femmes n'utilisent pas non plus, les mêmes canaux d'information. Par exemple, concernant le volet "information" d'un projet de latrines aux Honduras, les hommes ont assisté à des rencontres et des démonstrations, alors que les femmes comptaient sur l'information transmise par la radio et par le contact avec d'autres femmes. Dans un projet de latrine au Pakistan, la diffusion de l'information et le taux d'adoption était faible, jusqu'à ce que des femmes, qui avaient installé une latrine et en étaient satisfaites ont été engagées comme promotrices et ont commencé à convaincre d'autres femmes de leur voisinage (Spector et al., 1971; IRC, 1988a).

Le même principe de la spécificité entre les sexes s'applique également à la distribution et à l'étalage d'une information imprimée, comme des posters, des avis, etc. Par exemple, dans un projet en Tanzanie des affiches contenant des messages de santé ont été accrochées dans des bureaux publics et d'autres lieux non fréquentés par les femmes.

Il est donc important d'identifier les réseaux atteignant principalement les hommes et ceux plus appropriés aux femmes ; quant à atteindre les hommes et les femmes, cela requiert une bonne opportunité (par exemple des émissions de radio) et des lieux (pour la distribution et l'affichage) et la prise en compte de la culture du milieu villageois. Il est également non moins important de considérer les niveaux d'alphabétisation, généralement plus faibles parmi les femmes et leurs expériences limitées en matière d'images (alphabétisation visuelle).

Pré-test de l'information

Lorsque l'information est transmise, elle doit non seulement être accessible, mais également compréhensible, acceptable et applicable. Trop souvent, le contenu de l'éducation de l'hygiène est trop général, académique (théorie des germes) ou irréaliste (eau potable bouillie) pour être appliqué (Wijk et Murre, 1994). C'est ainsi que le pré-teste des matériaux, doit se faire en présence du groupe cible et que c'est peut-être l'occasion aussi, de mettre à jour de sérieuses faiblesses. Plusieurs manuels conçus pour des pré-tests simples, existent et peuvent être utilisés par les équipes de projet.

4.3 Organiser des rencontres communautaires

Le but de la rencontre communautaire est de créer une situation où, à la fois les membres de la communauté, et l'équipe du projet, se sentent libres d'échanger des idées et d'apprendre les uns des autres. Ce sont ainsi des occasions favorables pour partager les résultats et les décisions d'un plus petit groupe, avec l'ensemble des représentants du village, et d'obtenir leurs réactions et leur approbation.

Les femmes généralement manifestent plus de réticences à participer à des rencontres communautaires et à prendre la parole. Les aspects présentés ci-dessous figurent parmi les mesures prises par les projets pour encourager une participation active des femmes lors de rencontres villageoises générales ou hommes et femmes y assistent (IRC et PROWESS, 1991):

Le temps et le lieu: Organiser la rencontre à un moment et à un endroit qui convient le mieux aux femmes. Les rencontres ne doivent pas se tenir à l'heure de la préparation des repas ni pendant le travail au champ et encore moins se tenir à un endroit trop distant ou culturellement inapproprié pour les femmes.

Taille et mise en place: Les rencontres plus restreintes, par exemple au niveau du voisinage, permettent aux femmes d'y assister plus aisément et d'y prendre la parole.

L'avis et l'encouragement: S'assurer que l'information sur le but et le lieu de la rencontre soit parvenus aux femmes, à temps. Si nécessaire, utiliser plusieurs canaux d'information qui conviennent aux femmes (voir la section 4.2). Mettre l'accent sur l'importance de la rencontre pour les femmes et les encourager à y participer.

Disposition des sièges: A ne pas laisser au hasard, surtout parce que les femmes ont tendance à s'asseoir à l'arrière ou à l'extérieur. Il est préférable de disposer les sièges de telle manière à ce que les hommes s'assoient d'un côté, et les femmes de l'autre, ou alors disposer les sièges de telle façon que la rencontre se déroule autour d'un cercle ou d'une place. Selon cette disposition, les femmes peuvent entendre ce qui a été dit et peuvent être assises parmi un groupe de femmes, ce qui facilite les réactions, plutôt que d'être éparpillées dans le public, ou assises en arrière.

Langue de la rencontre: Les femmes ne parlent pas toujours la langue officielle de la rencontre. Il faut conduire la rencontre dans la langue locale, ou faire faire la traduction par une personne qui parle la langue vernaculaire.

Présidence de la rencontre: Les réactions du public sont généralement favorisées par des méthodes d'animation de rencontre. Ainsi, un style décontracté, facilitera les questions et les débats au sein du public. Accorder un certain temps pour discuter de l'information rapportée dans des groupes plus restreints, formuler des questions, et faciliter le débat par une porte-parole choisie par les femmes peut aussi contribuer à la participation des femmes au cours de ces rencontres.

Utilisation des techniques participatives: Raconter une histoire brève ou une parabole (de vive voix ou au moyen de cassettes), lancer un jeu ou montrer un spectacle de marionnettes, proposer une peinture commune, ou une série de dessins montrant différentes options, etc... sont autant de techniques simples pour stimuler la population dans son ensemble, dans des discussions (pour plus d'informations sur les techniques participatives, voir la section 4.7).

L'alternative à une rencontre générale et mixte sont d'organiser des rencontres séparées avec les hommes et les femmes, ou alors d'organiser seulement une rencontre avec les femmes pour engager une discussion approfondie. Cette seconde rencontre fait suite à l'assemblée générale, au cours de laquelle les femmes ont été informées sur la nature du projet (Sundararaman, 1986; Donelli-Rosrk, 1984; Karp et al., 1990).

4.4 Collecte des données spécifiques aux sexes

Il arrive encore que les projets collectent des données sur les problèmes concernant les femmes, au niveau des hommes, ou que dans leur rapport et analyse, ils ne font pas la distinction entre les sexes et utilisent seulement le terme "villageois", "usagers" ou "sondés" (Young, 1989).

Les points suivants distinguent quelques étapes pour collecter les données et les analyser plus spécifiquement selon les sexes:

- Distinguer quel type d'information doit être collecté au niveau des hommes et des femmes, ou si la même question peut être posée aux deux groupes. Ceci dépendra dans une large mesure de la division des tâches et de la distribution de l'autorité dans la culture concernée. S'entretenir avec un homme sur les sources d'eau familiales ou sur l'incidence de la diarrhée infantile dans la famille, par exemple, ne permettra vraisemblablement pas de recueillir une réponse fiable. Pour certaines données, les enfants seront aussi consultés.

- Identifier quelles femmes doivent être contactées pour le type de donnée. Dans de nombreuses cultures connues pour leurs familles étendues, les différentes femmes de la famille entretiennent différentes responsabilités et autorités. Dans certaines cultures, les chefs féminines des familles doivent être contactées les premières par respect, après quoi l'information est obtenue des plus jeunes membres féminins de la famille.
- Chaque fois que cela est possible, s'entretenir séparément avec les hommes et les femmes, au risque que mêmes questions doivent être posées aux deux groupes. Les points de vue de chacun des groupes peuvent être complètement différents ; or, de telles différences tendent à rester cachées au cours d'entretiens communs, simplement parce que le mari répondra à toutes les questions ou que la femme ne prononcera pas une opinion susceptible de déplaire à son mari (Simpson-Hébert, 1983).
- Rendre compte au projet, de toutes les données liées à l'être humain d'une manière spécifique aux sexes. S'assurer que les systèmes d'information du projet (par exemple la participation aux rencontres villageoises, la formation, les comités) appliquent une distinction entre participants et participantes.
- Suite à la collecte des données, les analyser en faisant une distinction entre les hommes et les femmes, et si nécessaire, entre les différentes classes socio-économiques et groupes d'âge (Mujtaba, 1988).

En illustration, voilà l'exemple d'un projet de pompe manuelle dans l'Est de la Tanzanie. Un rapport sur l'analyse selon le sexe et l'âge, de données sur la schistosomiase dans la zone du projet, a fait ressortir que cette maladie hydrique était plus répandue parmi les écoliers, les femmes et les filles entre 10 et 40 ans. Pour les garçons, la présence de la maladie pouvait être expliquée par le fait qu'ils nageaient dans ces eaux, alors que chez les femmes et les filles la maladie était associée à la pratique de la lessive dans une eau infestée par la schistosomiase. Cette découverte a eu des implications à la fois pour le programme d'éducation de l'hygiène et pour le projet des puits, qui avait interdit les lessives à côté de la pompe à main et avait contraint les femmes à continuer leur lessive dans une eau polluée.

4.5 Renforcement ou mise en place des structures de gestion locale

La première question que l'on se pose lorsqu'on prépare un projet d'eau et d'assainissement, est de savoir s'il existe déjà sur place, une organisation communautaire capable de représenter les villageois dans la planification détaillée et d'assumer la gestion du système d'eau et des installations d'assainissement.

Les questions qui doivent être soulevées sont les suivantes:

- *Composition*: Est-ce que l'organisation peut représenter les intérêts des différentes catégories de bénéficiaires : hommes et femmes, usagers domestiques et usagers économiques, ménages aisés et familles défavorisées?
- *Statut et mandat*: Dans le cas d'un sous-comité, est-ce que l'organisation a l'autorité, ou le statut légal pour transférer son autorité à une organisation à un niveau plus élevé pour prendre des décisions?

- *Assiduité, temps et capacité*: Est-ce que les membres de l'organisation sont trop occupés par d'autres tâches et intérêts qui pourraient nuire à leur travail sur l'eau ou l'assainissement? Est-ce que l'organisation a les capacités de planifier, de communiquer, de superviser, d'administrer et de contrôler l'installation d'eau ou le projet d'assainissement villageois? Quelle est leur dernière expérience?

Lorsqu'une organisation existante inspire confiance, qu'elle est bien placée et est capable de faire ce travail, il est préférable d'éviter d'en créer une nouvelle. Si seule la composition pose un problème, par exemple, parce que les femmes ne sont pas directement représentées, il est alors indispensable d'en créer le besoin dans l'organisation.

Revoir la composition

Revoir la composition d'une organisation existante peut être réalisée d'une manière participative, par exemple, en utilisant des images découpées, d'hommes et de femmes ainsi que de leurs accessoires utilisés dans les tâches ménagères liées à l'eau et à l'assainissement, comme la collecte de l'eau potable et le stockage, abreuver le bétail, le maraîchage, les soins de santé, l'élimination des déchets. Une seconde série de figurines peut consister aussi bien en des images d'hommes et de femmes, qu'en des "instruments" utilisés dans la gestion d'un projet d'eau, comme par exemple, une caisse, un livre de reçu, une trousse d'outils, un tableau noir.

On demande au groupe d'activité présent, de représenter deux tableaux d'images: le premier avec des images d'hommes et de femmes usagers exerçant des responsabilités diverses dans l'eau et l'assainissement et un second tableau montrant ceux qui les représenteront et ensuite de tracer des lignes les reliant entre eux. Le résultat de cette activité participative est utilisé pour déterminer de quelles manières l'organisation présente sera adaptée et comment cela se passera.

Choisir des femmes au sein du comité

Pour faciliter la sélection de membres féminins convenant au mieux à une organisation d'eau ou d'assainissement, on peut utiliser plusieurs mesures, soit en étendant une organisation existante soit en créant une nouvelle:

- Définir les tâches: quelques responsabilités et tâches peuvent être exercées de manière plus appropriée par une femme que par un homme. Par exemple, la communication avec d'autres femmes, la gestion des aspects sanitaires et hygiéniques, la gestion financière. D'autres fonctions et tâches sont mieux conduites par un homme.
- Déterminer les exigences (temps, caractéristiques) pour le travail.
- Identifier d'une manière conjointe le profil de femme répondant aux critères de base pour mener ce type de travail.
- Identifier et contacter les candidates possibles. Si elles se montrent intéressées, les aider à obtenir l'accord et le support de leur environnement.
- Choisir au moins deux femmes dans l'organisation pour un soutien mutuel.
- S'assurer que la formation et le soutien périodique sont à leur disposition.
- Il est préférable de mener les tâches ci-dessus, d'un commun accord avec un groupe de femmes de la communauté, dans la mesure où elles connaissent bien la situation locale, et peuvent aider à identifier, contacter et soutenir les candidates potentielles.

La collecte de données pour les projets, ne nécessitent pas toujours de grandes enquêtes: des entrevues de groupes séparés, d'hommes et de femmes, ou l'utilisation d'instruments spécifiques à la problématique du genre, pour encourager la participation sont d'autres moyens de collecte de données.

4.6 Mise en place de systèmes de financement local

Les rôles des femmes dans le financement

Si les femmes sont actives dans la gestion des services d'approvisionnement en eau ou dans le traitement de l'élimination des déchets, c'est souvent dans le domaine du financement (Wijk, 1985; Espejo et al., 1993; Oenga et Ikumi, 1991; Poluha, 1990; Leyen, 1991; CINARA, 1990; Whitaker, 1993). Les femmes participent à la mobilisation du financement, et sont des percepteurs et des trésorières. Au sein du ménage, elles sont généralement plus enclin à payer pour la construction ou l'entretien. La gestion financière des services constitue souvent une fonction à laquelle elle porte une attention particulière. La formation en matière de financement est une des premières demandes exprimées lorsque des occasions de formation leur sont offertes. Les questions-clefs sont: comment mobiliser les fonds; comment les gérer; et comment les comptabiliser.

Mobilisation des financements

Le choix d'un système de financement représente le même enjeu que le choix de la technologie. Il n'existe pas de système unique convenant à toutes les situations. Par conséquent, il faut choisir la méthode de financement la mieux adaptée aux coutumes et aux conditions locales. Il y a plusieurs façons de constituer des fonds, à la fois pour la construction, l'exploitation et l'entretien ; aussi les hommes et les femmes de la communauté sont-ils les plus aptes à pouvoir décider du système qui leur conviennent le mieux, spécialement quand chaque option est discutée avec eux, et qu'ils peuvent obtenir suffisamment d'information, pour prendre une sage décision.

Le premier choix à faire consiste à définir le système de paiement : un système collectif, comme des constitutions de fonds publics à travers des rencontres, des ventes, du porte-à-porte, de groupe d'Agricultrices qui consacrent leur récolte au bénéfice d'un fonds, etc., ou encore, des paiements réguliers par chaque ménage bénéficiaire.

Une constitution général de fonds peut être plus facile et demande moins de travail et d'administration que des paiements planifiés, mais peut-être aussi moins équitable, dans la mesure où ce système ne garantit pas que tous les bénéficiaires contribueront et que les paiements volontaires reflètent leur capacité, ou encore que tous ceux qui veulent se joindre à un groupe qui constitue des fonds pour le financement des installations sanitaires de ses membres. Pour les paiements des ménages individuels, il existe plusieurs options:

- *L'unité de paiement*: chaque ménage paie comme étant, une unité, ou alors chaque adulte membre paie séparément;
- *L'ampleur du paiement*: conformément aux coûts actuels ; tous les ménages locaux ou les ménages membres paient le même tarif, soit suivant le coût actuel, soit selon une norme fixée.

- *La différenciation*: pour ceux qui consomment plus d'eau (les revenus les plus élevés, les plus grandes maisons, l'emploi économique) ou bénéficient d'une installation plus chère, ou, alors celui qui peut contribuer plus, paie plus.

Les aspects des différences entre les sexes à considérer, sont les suivants: est-ce que les femmes défavorisées, ou les monoparentaux, peuvent y prendre parti, sans avoir à contribuer d'une façon démesurée par rapport à leur revenu, et comment les paiements au sein des ménages sont-ils répartis entre hommes et femmes. Comme par exemple dans un projet dans l'ouest du Kenya, alors que l'ensemble de la famille bénéficiait des installations, c'était les femmes qui y contribuaient totalement, ou encore lorsque les hommes et les femmes payaient un montant égal, de leur propre revenu, la contribution des femmes représentait une part relativement plus grande de leurs ressources, que celle des hommes.

Perception des fonds

Un second choix à faire, consiste à définir les modalités de perception et leurs implications, au niveau des hommes et des femmes.

- *Les paiements en un lieu central*: sont peut-être moins faisable pour les femmes que pour les hommes;
- *Perception à domicile*: au cours de la journée, cette activité peut être exercée de manière plus appropriée par des femmes, mais cela peut occasionner des charges considérables de travail et de pression.
- *Les paiements confiés à une personne du voisinage*: souvent plus facile, mais la sécurité et la responsabilité, à la fois du perceuteur au comité et du comité au perceuteur ("comment les fonds sont utilisés") doivent être bien définis.
- *Epargnes ou fonds*: permettent aux femmes de déposer de petits montants et également aux plus défavorisées de se joindre aux projets qui veulent des paiements plus importants de dépôt ou de tarif.

Administration financière

Une des conditions clefs pour une meilleure gestion, est de former celles qui participent comme trésorières, à élaborer de simples budgets et à tenir un cahier de comptabilité. Les systèmes de comptabilité existants sont souvent trop complexes, particulièrement lorsque les niveaux de calcul et d'expériences sont faibles, comme c'est d'ailleurs souvent le cas parmi les femmes. Des systèmes simples et pratiques doivent être développés avec l'aide des populations concernées. Si le taux d'inflation est élevé, il est préférable de choisir la conversion directe, d'espèces en matériaux, équipement et pièces de rechange, ce qui peut avoir ensuite des conséquences plus tard pour le maintien du stock du village et pour l'administration.

Toutes les formations en matière d'administration financière doivent être organisées de façon à ce qu'elles soient accessibles aux femmes (voir la paragraphe 4.7).

Justificatifs comptables

Un autre thème de formation concernant les trésorières villageoises, les comités et les usagers sont comment justifier la performance financière et opérationnelle.

- *Les trésorières*: elles devront savoir comment faire de simples résumés de coûts et dépenses et comment les présenter aux comités et aux assemblées générales des usagers.
- *Les comités*: devront savoir comment expliquer aux usagers, l'administration du système d'approvisionnement en eau ou les programmes d'assainissement.
- *Les usagers*: doivent connaître leurs droits et comment ils peuvent réclamer des justifications, par exemple à travers des rencontres statutaires annuelles, et un comité d'audit indépendant, pour vérifier les écritures.

Selon le règlement, les rencontres statutaires doivent se tenir si le quorum défini, composé de chefs de familles masculins et féminins, est au complet. Quand il existe des associations d'usagers de l'eau, à la fois les chefs des familles masculins et féminins membres, doivent voter comme membres et être éligibles pour assurer des fonctions au bureau ou au comité de gestion (Wijk, 1985).

4.7 Former les femmes fonctionnaires

Des méthodes particulières sont généralement prises pour rendre la formation accessible aux femmes villageoises (INSTRAW, 1992b).

Le choix du lieu où se déroulera la formation est très important. Généralement, plus le lieu de la formation est proche des occupations des femmes, plus facile il est, pour elle d'y participer. Il est souvent possible d'organiser une formation au village même, et d'y amener le formateur, apporter le matériel et l'équipement au lieu dit, ou alors d'exploiter l'équipement du village. Ceci peut être fait soit pour un seul village, soit pour un groupe de villages voisins.

Lorsque la formation doit se dérouler en dehors de la région, des dispositions spéciales doivent être prises pour que les femmes puissent y assister, par exemple des arrangements au niveau du transport, pour que les femmes puissent voyager et y assister en tant que groupe, dans des zones où leur mobilité est réduite, de contacter les parentés masculines pour obtenir la permission (par exemple un chef de village influent) et des dispositions au niveau du gardiennage des enfants, soit sur le lieu de la formation ou alors par les autres femmes à la maison.

La durée et le temps de la formation représentent également des aspects très importants. Les femmes ne peuvent pas facilement s'absenter longtemps; aussi, convient-il d'organiser des formations sur de courtes périodes, permettant aux femmes d'être à la maison pour leur travail, en début de journée et en fin de journée. Dans les sociétés agricoles, les contre-saisons représentent la meilleure période pour la formation.

Les contenus et les méthodes de formation doivent être pratiques et réalistes. Trop souvent, les formations sur la santé ou la comptabilité, par exemple, sont encore trop académiques, ce qui

empêche aux femmes d'appliquer leur nouvelle connaissance dans leur village ou dans leur foyer. Une disposition de type classe d'école ainsi que l'utilisation de la lecture comme méthode de formation ne constitue pas des méthodes très appropriées pour un apprentissage actif au niveau des participants. Pourtant, il n'est pas facile de changer la méthodologie et les techniques de formation, dans la mesure où formateurs et élèves sont, habitués à des techniques d'apprentissage conventionnelles et pas encore aux méthodes modernes d'éducation de l'adulte.

Il est d'ailleurs nécessaire d'inviter les formateurs à un recyclage (voir chapitre 4.8). Les zones enregistrant un faible niveau d'alphabétisation des femmes nécessiteront une adaptation particulière des méthodes de formation et des matériels.

La formation suppose une identification par l'équipe du projet

Bien qu'être une femme, représente un avantage pour le contact et la formation des femmes villageoises, cela ne signifie pas pour autant qu'une équipe féminine soit automatiquement compétente dans les activités à mener avec les femmes et consciente des aspects spécifiques entre les sexes. En identifiant ou en recrutant une équipe essentiellement féminine au début du projet, ou en revanche, en travaillant avec une équipe masculine qui doit impliquer la participation des femmes, il sera nécessaire de revoir et de discuter comment l'équipe travail avec les femmes et si elle est consciente des différences entre les sexes et qu'elle l'applique dans son travail. Cet avant-propos révélera s'il est besoin, de ré-actualiser la connaissance et l'habileté de l'équipe du projet dans ces deux domaines.

4.8 Les techniques participatives pour le personnel du projet

Bien que les assemblées villageoises, les rencontres de groupe, les discussions et les comités jouent un rôle prééminent dans un projet d'approvisionnement rural en eau, d'assainissement ou de la protection des sources d'eau, ils ne constituent pas pour autant les seuls outils au niveau de l'implication communautaire. En matière d'éducation de l'adulte, différentes techniques plus créatives pour l'engagement des hommes et des femmes ont été développées, comme le développement communautaire et les femmes et le développement de la recherche (par exemple en agriculture).

On peut citer en exemples, les travaux entrepris par l'Éducation Mondiale (Seslar Svedsen et Suhata, 1983) et UNCHS (UNCHS, 1986), la technique DELTA (Développement Éducation and Leadership Temas in Action, Développement de l'Éducation et le Pouvoir des Équipes dans l'Action) qui sont utilisées au Kenya et au Zimbabwe et les techniques de recherche participatives, comme celles utilisées sommairement par Samakya en Inde.

Le projet PROWESS (Promotion of the Role of Women in Water and Environmental Sanitation Services, La Promotion du Rôle de la Femme dans les Services de l'eau et d'Assainissement du Milieu Environnemental) a développé spécialement des techniques pour le secteur de l'eau.

L'utilisation de ces techniques peut aider l'équipe de projet à utiliser davantage de méthodes de travail créatives avec les villageois et les villageoises. Le matériel peut aussi les stimuler à développer leurs propres matériels et techniques. Toutes les techniques sont adaptées pour être utilisées par les hommes et par les femmes. Quelques-unes sont spécialement conçues pour

amener les participants à être plus conscients de l'importance de l'engagement des femmes. Les outils spécialement conçus pour des problèmes spécifiques au genre peuvent se retrouver chez Wakeman (1995).

5. *L'approvisionnement en eau, l'assainissement du milieu environnemental et la protection des ressources en eau: conclusions sur les dimensions du genre*

Les projets d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement et de protection des sources d'eau potable poursuivent à la fois des buts fonctionnels et de développement. Les buts fonctionnels s'assurent par exemple que la quantité et la qualité des sources d'eau soient maintenues, que les approvisionnements d'eau et les systèmes d'élimination des déchets fonctionnent bien, que l'environnement soit protégé et que les conditions et pratiques de l'assainissement du milieu et de l'hygiène soient améliorés.

De tels projets peuvent également poursuivre des buts de développement environnemental plus fondamentaux. Dans ce cas, ils améliorent non seulement les conditions locales et les pratiques, mais par le choix des méthodes de travail avec les populations, ils renforcent aussi les capacités de ces dernières pour qu'elles soient capables de pérenniser ces changements, améliorent leurs conditions de vie et stimulent la compréhension pour de nouvelles activités de développement dans leurs foyers et leurs communautés.

Les buts de développement sont atteints lorsque les projets n'entreprennent pas des activités *pour* les populations mais lorsque les améliorations sont le plus possible réalisées *avec* elles et *par* elles. Les projets qui considèrent les populations comme dépendantes et comme des bénéficiaires passifs créent inévitablement la dépendance, alors que les projets qui considèrent les populations comme des décideurs et des gestionnaires de leur environnement renforcent leurs capacités de réaliser et de perpétuer leurs propres améliorations, soit de façon indépendante, ou en tant que partenaires dans des projets plus complexes qui mettent en rapport un nombre d'acteurs. Dans ce processus de développement, les hommes et les femmes ont chacun leurs propres tâches, responsabilités et autorités. Ceci est aussi vrai dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Les femmes et les hommes ont leur propre type de fonctionnement et intérêts dans le choix et l'utilisation des sources d'eau, dans l'assainissement du milieu environnemental et dans l'utilisation des terres autour des sources d'eau.

Au sein des foyers, les compétences, les besoins ressentis et le traitement des différents aspects de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont spécifiques à chacun des sexes. Dans le processus de la socialisation, chacun des garçons et des filles doit être familiarisé avec les types de fonctionnement relatif à leur propre sexe, et doit être initié à un âge précoce. Auparavant, l'hypothèse voulait que les femmes et les jeunes filles ne soient seulement concernées que par l'utilisation de l'eau et l'hygiène à l'intérieur de la maison ; aussi, ont-elles été principalement impliquées dans des projets d'eau et d'assainissement comme des groupes cibles passives à l'éducation de l'hygiène.

Un certain nombre de recherches menées sur la division des tâches et des responsabilités entre hommes et femmes ont permis de comprendre qu'en réalité la situation est beaucoup plus complexe et qu'à la fois les hommes, les femmes et les enfants sont impliqués et ont des connaissances, des tâches et des exigences spécifiques sur les sources d'eau, le village et les zones environnantes (Battaglino, 1990; Rocherleau, 1992; Donnelly-Roark, 1989; Wijk, 1985).

Par la suite, on s'est rendu compte qu'en attachant de l'importance aux femmes et aux enfants en qualité de public, plutôt qu'en qualité de planificateurs et d'acteurs, et en oubliant les responsabilités spécifiques et les comportements des hommes, l'efficacité des projets technologiques et des programmes de l'éducation de l'hygiène dans le secteur, est réduite. Actuellement, le nombre de projets qui appliquent une approche sensible à la spécificité des genres, impliquant les hommes et les garçons, les femmes et les filles comme des acteurs et gestionnaires distincts, s'intensifient (Wakeman, 1995).

D'autres raisons font qu'il faut traiter avec plus d'attention les questions liées à la politique du genre dans le secteur de l'eau, et ceci pour plusieurs raisons. Dans la mesure où les projets dans le secteur de l'eau sont des projets typiquement communautaires, qui ne peuvent avoir qu'un impact que lorsqu'ils bénéficient du soutien et de la participation de la communauté dans son ensemble, il ne fait dès lors, aucun doute qu'à la fois les hommes et les femmes doivent s'impliquer. Il est évident qu'en impliquant les femmes, les conséquences seront à la fois qualitatives et quantitatives aussi bien pour le service du projet, que pour les femmes elles-mêmes ; en revanche, la prudence doit être de mise pour éviter d'outrepasser les hommes et de surcharger les femmes (Chachage et al., 1990; Hannan-Anderson, 1990; IRC, 1991; IRC et PROWESS, 1992; NAC, 1991; Wijk, 1985; Yacoob et Walker 1991).

D'ailleurs, les rôles basés sur la spécificité des sexes et des pouvoirs ne sont pas statiques. Les comptabilités des projets offrent de grandes occasions pour les hommes et les femmes d'occuper de nouvelles positions et de leur donner de nouvelles responsabilités et pouvoirs. Par exemple, les cas sont nombreux où, le pouvoir du président au sein d'un comité d'eau, qui lui confère déjà une position d'office d'autorité, revient à un homme, alors que le rôle de trésorier, exigeant de la confiance, est presque automatiquement occupé par une femme.

Les inconvénients que les femmes affrontent lorsqu'elles prennent parti aux activités villageoises et qu'elles occupent des fonctions locales, exigent cependant, selon cette approche spécifique aux sexes, que des efforts spécifiques soient réalisés pour surmonter ces contraintes ; de ce fait, les femmes elles-mêmes peuvent souvent proposer des suggestions utiles pour y parvenir.

Une approche sensible aux situations spécifiques du genre prend ainsi en compte les rôles et les rapports existants entre les sexes, mais aussi crée de *nouvelles* capacités à la fois chez les hommes *et* les femmes, ce qui contribue à des projets plus efficaces ainsi qu'à une distribution plus équitable du travail, du pouvoir et des avantages.

Bibliographie

- Abdullah, Taherunessa et Boot, Marieke (1989). *Progress review of the integrated approach, Rural Water Supply and Sanitation Programme Bangladesh*. The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre.
- Agarwall, Anil and Anand, Anita (1982). "Ask the women who do the work". In: *New Scientist*, November 1982, p. 302-304
- Agricultural University of Wageningen (1991). *Werkboek gender in de tropische cultuurtechniek*. Wageningen, The Netherlands, Agricultural University, Department of Irrigation and Land and Soil Conservation.
- Anonymous (1992a). "Where a community maps its resource" In: *Down to Earth*, vol. 1, no. 2, p. 42
- Anonymous (1992b). "Overcoming the gender barrier: several voluntary agencies are working to provide rural women with greater control over natural resource use". In: *Down to Earth*, vol. 1, p. 45
- Bash, Osman. (1988). "Women and Water supply development in Sierra Leone" In: *Journal of Rural Development*, vol. 11, no. 1, p. 97-109
- Battaglino, Maria Teresa (1990). "The female task of resource management" In: *Cooperazione*, English ed., no. 96 (suppl. 1), p. 41-44
- Bentley, Margaret, et al. (1994). *The use of structured observations in the study of health behaviour*. (Occasional Paper Series; No. 28). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre.
- Boesveld, Mary and Postel, Els (1991). "Planning with women for wise use of the environment: research and practical issues". In: *Landscape and Urban Planning*, Vol. 20, p. 141-150
- Boot, Marieke and Cairncross, Sandy (eds) (1993). *Actions speak: the study of hygiene behaviour in water and sanitation projects*. The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre and London, UK, London School of Hygiene and Tropical Medicine
- Bosh, Ina (1989). *Les attentes et les effets d'une pompe à eau dans un village au Burkina-Faso*. Wageningen, The Netherlands, Agricultural University, Department of Home Economics
- Boucher, Lisa (1987). "Women and water in the village water supply project, Togo". In: Zandstra, Ilse (ed) *Seminar on the participation of women in water supply and sanitation programmes*. Ottawa, Canada, International Development Research Centre.

Bruce, John and Fortman, Louise (1992). "You've got to know who controls the land and trees people use". In: *Gender, environment and development: a report from a seminar held in Stockholm, 15th October 1991, as part of preparations for the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED), Brazil 1992: some interlinkages*. Stockholm, Sweden, SIDA. Appendix B

Buckles, Patricia (1980). "The introduction of potable water and latrines: a case study of two rural communities in Guatemala". In: Elmendorf, M. (ed). *Seven case studies of rural and urban fringe areas in Latin America*. (Appropriate technology for water and sanitation report; no. 8). Washington, DC, USA, World Bank

Burgers, Lizette; Boot, Marieke and Wijk-Sijbesma, Christine van (1988). *Hygiene education in water supply and sanitation: literature review with selected and annotated bibliography*. (Technical Paper Series; no. 27). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre

Carr, Marilyn and Sandhu, Ruby (1988). *Women, technology and rural productivity: an analysis of the impact of time and energy-saving technologies on women*. New York, NY, USA, UNIFEM

Chachage, C.S.L. et al. (1990). *Rural water and sanitation programme in Morogoro and Shinayanga Regions: a study on women's involvement in the implementation of the programme*. Dar es Salaam, Tanzania, Dar es Salaam University Press

Chant, S. (1984). "Household labour and self-help housing in Queretaro, Mexico". In: *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, vol. 37, p. 45-68

CINARA (1990). *Evaluación des sistemas de abastecimiento de agua con plantas de tratamiento administrado por comunidades*. Cali, Colombia, Centro Interregional de Abastecimiento y Remoción de Agua

Devi, Shamala (1988). *A study of the effectiveness of women handpump caretakers programme in Bagepalli Taluk, Kolar District*. New Delhi, India, Danida

DGIS (1990). *Women, energy, forestry and environment. Policy on an operational footing*. The Hague, The Netherlands, Directorate General for Development Cooperation

Dian Desa (ca. 1990). *Women and water: a report of a survey for the Asian Development Bank*. Jakarta, Indonesia, Yayasan Dian Desa

Donnelly-Roarke, Paula (1984). "Women and water". In: Peter Bourne (ed). *Water and sanitation: economic and sociological perspectives*. New-York, NY, USA, Academic Press

El Katsha, Samiha and Watts, Susan (1993). The empowerment of women: water and sanitation initiatives in rural Egypt". In: *Community Development Journal*, vol. 29, no. 2, p. 232-238

Elmendorf, Mary (1990). "Review of Decade impact on women". In: *The IDWSSD and women's involvement*. Geneva, Switzerland, World Health Organization

Elmendorf, Mary and Buckles, Patricia (1980). *Socio-cultural aspects of water supply and excreta disposal*, (Appropriate Technology for Water and Sanitation; vol. 5). Washington, DC, USA, World Bank

Elmendorf, M. and Isely, R. (1981). *The role of women as participants and beneficiaries in water supply and sanitation programs*. (Technical Report; no. 11). Arlington, VA, USA, Water and Sanitation for Health

Espejo, Norah (1989). *Water committees in Latin America: tasks and training*. The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre

Espejo, Norah et al. (1993). *Documentation participative del programa UEBM/SANAA de barrios marginales en Tegucigalpa, Honduras*. The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre

Evans, Phil (1992). The role of women in community management. In: *Community management of improved water supply systems: a preliminary review*. The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre. p. 20

Grady, Heather, et al. (1991). "Assessing women's need in Gaza using participatory rapid appraisal techniques". In: IIED. *RRA Notes; no. 10*. London, UK, International Institute for Environment and Development. p. 12-19

GTZ (1989a). "Basic needs expressed by the community". In: GTZ. *Community participation and hygiene education in water and sanitation (CPHE)*. Eschborn, Germany, Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit. Tool no. 13

GTZ (1989b). Indicators for success: CPHE in water supply and sanitation: how to measure progress and results. In: GTZ. *Community participation and hygiene education in water supply and sanitation (CPHE)*. Eschborn, Germany, Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit

Hannan-Anderson, Carolyn (1990). "The challenge of measuring gender issues in water and sanitation". In: UNDP, PROWESS. *Workshop on goals and indicators for monitoring and evaluation of water supply and sanitation, 25-29 June 1990*. Geneva, Switzerland, WHO (papers and background materials). New York, NY, USA, PROWESS, UNDP

Hueb, José (1993). *Report for consideration at the Rabat Meeting of the Council, 7-10 September 1993*. Geneva, Switzerland, World Health Organization, Operation and Maintenance Working Group of the Water Supply and Sanitation Collaborative Council

INSTRAW (1988). *Involvement of women in the choice of technology and implementation of water supply and sanitation projects: women, water supply and sanitation: a national training seminar, Kadugli, Sudan, 16-21 January 1988*. New York, NY, USA, INSTRAW

INSTRAW (1992b). "Participation of women in planning, choice of technology and implementation of sustainable water supply and sanitation projects". Module II. In: ILO, INSTRAW and UNDTCD. *Women, water supply and sanitation: multi-media training package*. Santo Domingo, Dominican Republic, UN International Research and Training Institute for the Advancement of Women

INSTRAW (1992b). "Role of women in hygiene education and training activities for water supply and sanitation". Module III. In: ILO, INSTRAW and UNDTCD. *Women, water supply and sanitation: multi-media training package*. Santo Domingo, Dominican Republic, UN International Research and Training Institute for the Advancement of Women

INSTRAW (1992c) Evaluation and monitoring of water supply and sanitation programmes and the involvement of women". Module V. In: ILO, INSTRAW and UNDTCD. *Women, water supply and sanitation: multi-media training package*. Santo Domingo, Dominican Republic, UN International Research and Training Institute for the Advancement of Women

IRC (1988). *Community participation and women's involvement in water supply and sanitation projects*. (Occasional Paper Series; No. 12). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre

IRC and IDRC (1988). *Handpumps: issues and concepts in rural water supply programmes*. (Technical Paper Series; no. 25). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre

IRC (1992) "Gender issues". In: *Background report of the appraisal Mission of Phase IV of the Kenya-Finland Western Water Supply Programme*. The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre. Chapter 9

IRC and PROWESS (1992). "Under and overestimation of economic benefits". In: *Drinking water supply and sanitation projects, impacts on women* (annual abstract journal, no. 2). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre

IRC, PROWESS and UNICEF (1994). *Woman, Water, Sanitation* (Annual Abstract Journal no. 3). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre

Jansen, Resi (1988). *Vrouwen, mannen en drinkwaterbeheer: een onderzoek naar het functioneren van pompkomitees in Burkina-Faso*. Wageningen, The Netherlands, Agricultural University, Department of Home Economics

Jiggins, Janice (1988). *How poor women earn income in rural sub-Saharan Africa and what prevents them from doing so*. Nairobi, Kenya, Ford Foundation, Women's Programme Forum

Johnsson, Stefan and Rudengren, Jannica (1991). *An economic appraisal of a handpump maintenance system using women mechanics*. Stockholm, Sweden, Stockholm School of Economics

- Kamminga, Eveline (1991). *Economic benefits from improved rural water supply*. (Occasional Paper Series; no. 17). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre
- Karp, Andrew et al., (1990). *Final evaluation for the CARE/Bolivia child survival and rural sanitation project*. (WASH Field Report; no 312). Arlington, VA, USA, Water and Sanitation for Health
- KfW (1988). *Arbeitshilfe für die Konzipierung Selbsthilf-orientiert Vorhaben der ländlichen Trinkwasserversorgung: Durchführung der Bilanz wasser induzierter Krankheiten in Form von Aktionsforschung*. Frankfurt, Germany, Kreditanstalt für Wiederaufbau
- Kompaore, S. (1989). "Women as managers of village water resources". In: *Natural Resources Forum* , vol. 13, no. 4, p. 319-321
- Kumar, Shailendra (1992). "Helping women irks men in Haryana district". In: *Down to Earth* , vol. 1, no. 22, p. 23-24
- Kwaule, Fabiano (1993). "Gender and peri-urban water supplies in Malawi". In: *SIDA Gender and water resources: report of a workshop held in Stockholm, 1-3 December 1993*. Stockholm, Sweden, Swedish International Development Authority. Vol. II
- Laubjerg, Kristian (1984). *Bangladesh rural water supply and environmental sanitation programme: socio-economic studies*. (Report no. 2). Dhaka, Bangladesh, DANIDA; Department of Public Health Engineering and UNICEF
- Leach, Melissa (1992). "Gender, environment and resources: issues, approaches and a West African case study". In: *SIDA. Gender, environment and development: some interlinkages*. Stockholm, Sweden, Swedish International Development Authority, Appendix B
- Lingen, Annet (1994). *Gender assessment study: a guide for policy staff*. The Hague, The Netherlands, Directorate General for Development Cooperation, Special Programme Women and Development
- Loenen, Hanna (1983). "Waterleiding: oplossing voor waterhalers". (Water supply, solution for water haulers). In: *India Newsbrief* , p. 6-9
- Macharia, Diana (1993). *Why involve/empower women to carry out environmental projects, Paper presented at the Regional Workshop on Methods to involve Women in Water Supply, Sanitation and Water Resource Protection. Naro Moru, Kenya, 15-27 February*. Nairobi, Kenya, Environmental Liaison Centre
- Mauluka, Linda (1983). "Community participation in the construction and maintenance of rural ground water supplies". In: Malin Falkenmark and Kan Lundquist, (eds). *Water for all: cooperation, education, participation*. Linköping, Sweden, University of Linköping

McGarry, Michael and Emendorf, Mary (1980). "What is appropriate technology: a Maya village asks". In: Elmendorf, M (ed). *Seven case studies of rural and urban fringe areas in Latin America*. (appropriate technology for water and sanitation report no.8). Washington, DC, USA, World Bank

McGovan, Rick et al. (1991). *Final evaluation report of Care International Indonesia's water and sanitation for a healthier environmental setting (WASHES) project*. Jakarta, Indonesia, CARE International Indonesia

Leyen, Marjan (1991). *Programme d'hydraulique villageoise département de Dosso: campagne de cotisation et tentabilisation 1990 - 1991*. Dosso, Niger, Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement

Morogoro/Shinyanga Rural Water Supply and Sanitation Programme (1991). *Workshop material for women participation in rural water and sanitation programme*. Draft. Training Programme on the Promotion of Women's Involvement in Morogoro/Shinyanga RWS Programme, Dar es Salaam, Tanzania, Morogoro/Shinyanga Rural Water Supply and Sanitation Programme

Mujtaba, T. (1988). *User reaction study on the Tara Handpump*. Dhaka, Bangladesh, UNICEF

Mukherjee, Nilanjana (1990). *People, water and sanitation: what they know, believe and do in rural India*. New Delhi, India, National Drinking Water Mission

Murre, Tineke (1989). *Village water reservoirs*. Utrecht, The Netherlands, SAWA Consultants

NAC (1991). *Assessment of the impact of IRWSS projects on gender participation*. Harare, Zimbabwe, National Action Committee

Narayan-Parker, Deepa (1990). *Participatory evaluation: tools for managing change in water and sanitation*. New York, NY, USA, PROWESS

Norad (1991). "Water development". In: NORAD. *Action plan for women in development: Zimbabwe*. Harare, Zimbabwe, NORAD

Nyoni, Sithimbiso (1991). "African women and environment concerns: cause or victims?" In: *Impact*, no. 14, p. 3 et 12

Oenga, I.O. and Ikumi, P. (1991). *Mid-term review for the Kenya-Finland Western Province Water Supply Programme field survey report*. Nairobi, Kenya, NETWAS

Olsson, Per et al., (1990). *Manicaland health, water and sanitation programme*. Stockholm, Sweden, Swedish International Development Authority

Overholt, Catherine, et al. (1985). "Women in development: a framework for project analysis". In: Overholt, C. *Gender roles in development projects, a case book*. West Hartford, CT, USA, Kumarian Press.

- Paqui, Hilda (1989). "Malawian women keep the pump flowing". In: *Source* , vol. 1, no. 2, p. 8-9
- Perrett, Heli (1985). "Monitoring and evaluation of women's participation". In: *Involving women in sanitation projects*. (TAG discussion paper; no.3). Washington, DC, USA, World Bank, Technology Advisory Group
- Poluha, Eva (1990). "Dodota water supply project, Ethiopia". In: *Development Journal* , no. 3, p. 39-43
- Rao, Brinda (1991). "Women and water in rural Maharashtra". In: *Environment and Urbanization* , vol. 3, no. 2, p. 57-65
- Rocheleau Dianne (1992). "Whose common future ? Gender division of rights, responsibilities, knowledge and work in rural landscapes". In: SIDA. *Gender, environment and development: some interlinkages*. Stockholm, Sweden, Swedish International Development Authority. Appendix B
- Rodda, Annabel (1991). *Women and Environment*. London, UK, Zed Books
- Seslar Svedsen, Sian and Wijetilleke, Suhatha (1983). "My needs and yours". In: *Navamanga, handbook for building women's self-reliance*. Colombo, Sri Lanka, Women's Bureau
- SEWA (1989). *Banaskantha Women's Project*. Ahmedabad, India, Self Employed Women's Association
- Sharma, Hira (1989). *Now women of Tharu Scheduled Tribe ensure drinking water through India Mark-II handpump*. Lucknow, India, Uttar Pradesh Jal Nigam
- Shiva, Vandana (1985). "Where has all the water gone ? The case of water and feminism in India". In: Environmental Liaison Centre. *Women and the environment crisis: Forum '85: a report of the proceedings of the workshops on women, environment and development*. Nairobi, Kenya, Environmental Liaison Centre
- Shiva, Vandana (1988). *Staying alive: women, ecology and development*. London, UK, Zed Books
- Shiva, Vandana and Bandyopadhyay, J. (1990). "The Chipko movement". In: *Deforestation: social dynamics in watersheds and mountain ecosystems*. London, UK, Routledge
- Simpson-Hébert, Mayling (1983). *Methods for gathering socio-cultural data for water supply and sanitation projects*. (TAG technical note; no. 1). Washington, DC, USA, World Bank
- Singh, B. et al. (1991). *Rural Water supply in Kerala: how to emerge from a low-level equilibrium trap*. Draft. Washington, DC, USA, Urban Institute
- Socio-Economic Units (1991). *Women in the water and sanitation programme*. Trivandrum, India, Kerala Water Authority, Socio Economic Units

- Sontheimer, Sally (ed) (1991). *Women and the environment: a reader*. London, UK, Earthscan
- Spector, P. et al. (1971). "Communication media and motivation in the adoption of new practices". In: *Human Organization* , vol. 30, no.1, p. 39-46
- Srinivasan, Lyra (1990). *Tools for community participation: a manual for training trainers in participatory techniques*. New York, NY, USA, PROWESS
- Stamp, Patricia (1989). *Technology, gender and power in Africa*. Ottawa, Canada, International Development Research Centre
- Sudjarwo, Christine (1988). *Final report on the introduction of PVC handpumps in Indonesia and the involvement of women in handpump technology*. Yogyakarta, Indonesia, Yayasan Dian Desa
- Sundararaman, Veena (1986). *The social feasibility study in the role of women in rural sanitation: report of the study in four villages in Maharashtra State*. Bombay, India, SNTD Women's University, Research Centre for Women's Studies
- Tomodo, Susan et al. (1987). *Women and special public works programme: a case study of the Mto wa Mbu irrigation and the water supply projects, Tanzania*. Geneva, Switzerland, International Labour Organization
- Tunyayvanich, Nongluk et al. (1987). *Women, water and sanitation in the rural North-East of Thailand. Baseline study*. Bangkok, Thailand, Mahidol University
- UNCHS (1986). *The role of women in the extension of low-income housing projects. Training module*. Nairobi, Kenya, United Nations Centre for Human Settlements
- UNDP (1987). *Women in UNDP-supported projects: a review of how UNDP project evaluations deal with gender issues*. New York, NY, USA, United Nations Development Programme
- UNDP (1990). *Creating of a safe environment for better health: water resources, sanitation and the environment*. New Delhi, India, UNDP and Secretariat for the Global Consultation on Safe Water and Sanitation for the 1990s
- URT (1982). *Water Master Plans for Iringa, Mbeya and Ruvuma regions: socio-economic studies*. vol. 12. Dar es Salaam, Tanzania, Ministry of Water and Energy and Copenhagen, Denmark, DANIDA and Centre for Development Research
- Valera, Mediatrix (1987). "Water and women: experience in the village handpump (Philippines) project". In: Zandstra, Ilse (ed). *Seminar on the participation of women in water supply and sanitation programs*. Ottawa, Canada, International Development Research Centre
- Versteijlen-Leyzer, Dorothee (1991). "Integrating women in development: the experience of nine EDF rural development projects". In: *The Courier*, no. 125, January/February

Wacker, Corinne (1990). *Participatory development planning for sustainable development with women's groups in Kenya: water projects in Laikipia*. Zürich, Switzerland, University of Zürich

Wakeman, Wendy (1995). *Gender issues source book for water and sanitation projects*. Washington, DC, USA, UNDP/World Bank Water and Sanitation Program

Wegelin, Madeleen (1991). "Steps to identify the need for sanitary improvements". In: *On-site sanitation: building on local practice* (IRC Occasional Paper series; no. 16). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre

Whitacker, Helen (1993). *Participacion, mujer y proyectos de abastecimiento de agua: marco para una metodología*. Tegucigalpa, Honduras, UEBM/SANAA

WHO (1985). *Women, water and sanitation*. Geneva, Switzerland, World Health Organization

Wijk, Christine van (1985). *Participation of women in water supply and sanitation: roles and realities* (Technical Paper Series; no. 22). The Hague, The Netherlands, IRC, International Water and Sanitation Centre

Wijk, Christine van (1992). Drinking water supply and sanitation projects: impacts on women. In: *Woman, Water, Sanitation* (Annual Abstract Journal; no. 2). The Hague, The Netherlands, IRC International Water and Sanitation Centre, p. 1-5

Wijk, Christine van (1993) "Gender aspects of sanitation, the missing slipper of Cinderella" In: *Proceedings of the Workshop on Gender and Water Resources Management, Stockholm, 1-3 December*. Stockholm, Sweden, Swedish International Development Authority, Vol. II

Wijk, Christine van and Murre, Tineke (1994). *Motivation of better hygiene behaviour: importance for public health and mechanisms of change*. New York, NY, USA, UNICEF

WRC (1991). *Interagency expert consultation on a strategy to enhance women's participation in water supply and sanitation activities*. Addis Ababa, Ethiopia, Water Resources Commission

Yacoob, May and Walker, J. (1991). "Community management in water supply and sanitation projects: costs and implications". In: *Aqua*, vol. 40, no. 1, p. 30-40

Yoon, Soon-Young (1991). *Water for life. Paper presented at the Symposium on the impact of environmental degradation and poverty on women and children*. Geneva, Switzerland, United Nations Conference on Environment and Development

Young, Nicholas (1989). *Nicaragua: testing the water, from village wells to national plan*. London, UK, Catholic Institute for International Relations

Zacharias, Elizabeth (1991). *Approaches to involvement of women in the SEU activities*. Calicut, India, Socio-Economic Unit, Kerala Water Authority

Manuels de terrain relatifs à la politique du genre

En 1993, trois groupes d'experts, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ont animé des ateliers régionaux dont l'objectif était de préparer des manuels de terrain traitant de la question sensible du besoin de l'approche de la problématique du genre dans les projets d'eau et d'assainissement. Les ateliers ont été organisés par le IRC, en collaboration avec des organisations locales, au Kenya, Sri Lanka et Colombie. Un document de base sur les questions traitant de la politique du genre dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, sur lequel le présent document se fonde, a aussi été préparé.

Ces quatre documents sont actuellement disponibles dans les périodiques du IRC. Trois d'entre eux sont disponibles en anglais. Le quatrième est seulement disponible en espagnol. Une version espagnole du document de base originale, sur lequel se base le présent document, est également disponible.

Toutes ces publications, ainsi que les ateliers régionaux, ont été rendus possible grâce au soutien financier du Programme Spécial de Développement sur les Femmes du Conseil d'Administration Général de la Coopération au Développement du Gouvernement Néerlandais.

Gender in Community Water Supply, Sanitation and Water Resource Protection: a guide to methods and techniques.

Christine van Wijk-Sijbesma, 1995.

Ce document initialement préparé comme livre de référence pour les trois ateliers régionaux ; est actuellement remis à jour et révisé pour constituer un manuel de base de méthodes et techniques pour une approche spécifique du genre en matière de planification et de mise en oeuvre des projets d'eau et d'assainissement.

Occasional Paper 23-E, iii, 52 pages.

Together for Water and Sanitation: tools to apply a gender approach. The Asian experience.

Eveline Bolt, 1994.

La première partie de ce manuel, issu de l'atelier sur la problématique du genre au Sri Lanka, définit un cadre de travail théorique pour l'implication des femmes et la mise en application d'une approche de la politique du genre. La deuxième partie apporte des instruments pour appliquer une approche sur le genre, basée sur des expériences de terrain relative aux différentes étapes du cycle du projet. Bien que la plupart des outils soient conçus, pour l'application sur le terrain, quelques uns sont destinés à sensibiliser l'équipe du projet sur cette approche.

Publié en association avec les Organisations Non Gouvernementales du Service de la Décennie de l'Eau et de l'Assainissement, Colombo, Sri Lanka.

Occasional Paper 24-E, xiii, 107 pages.

Working with Women and Men on Water and Sanitation: an African field guide. 1994.

Développé par des femmes expertes, participant à l'atelier au Kenya. Les objectifs sont d'apporter des conseils sur la planification et l'exécution des projets d'eau et d'assainissement ainsi que pour des programmes selon une approche de la politique du genre. Il contient également, des directives sur l'implication des femmes, au côté des hommes, à toutes les étapes d'un projet.

Publié en association avec le Réseau pour l'Eau Potable et l'Assainissement (NETWAS), Nairobi, Kenya.

Occasional Paper 25-E, vi, 98 pages.

Aussi disponible chez: AMREF, PO Box 30125, Wilson Airport, Nairobi, Kenya

“Mejor, Cuando es De a Dos”: el genero en los proyectos de agua y saneamiento.

Norah Espejo et Ineke van der Pol, 1994.

Ce document est conçu pour promouvoir et développer une perspective sur la “Politique du genre” pour chaque phase du déroulement du projet. Ce document présente des idées, des concepts, des listes de vérification, des techniques de groupes, des études de cas, des tableaux, etc...produit à l'atelier de Cali. Ces instruments peuvent être utilisés par des professionnels travaillant dans les projets d'eau et d'assainissement.

Publié en collaboration avec le Centro Inter-Regional d'Abastecimiento y Rémocion de Agua (CINARA), Cali, Colombie.

Occasional Paper 26-S, xi, 73 pages.

Aussi disponible chez CINARA, Universidad del Valle, Apartado Aereo 25 157, Cali, Colombie.

Metodologia Aplicada para Involucrar a la Mujer en Proyectos Rurales de Agua y Saneamiento y Proteccion de Fuentes: documento de antecedentes

Ceci est la version espagnole du document originale de référence pour les ateliers régionaux sur les questions de “la politique du genre”, sur lequel le présent document est basé.

1992. (i), 44 pages.